



FuturWest

le futur est notre passion

*le futur est notre passion
le futur est notre passion
notre passion
le futur est notre passion*



Sommaire

Envoi : Pakehas	02
Cogito : Tourisme 2030	04
Du côté des futurs possibles : Sélections, bibliographie, Web	13
Nouvelles du Groupe Futuroouest	42

Plusieurs textes de réflexion de fond sont en préparation dans l'entourage du **Groupe Futuroouest**, notamment via son Institut de Recherches Prospectives. Les lecteurs habituels de la revue **FuturWest** ont pu se rendre compte que nous accueillons dans nos colonnes des points de vue très divers, y compris sur des sujets ou des concepts avec lesquels nous ne sommes pas forcément d'accord.

Le pluralisme et les vrais débats sont à ce prix ... et bienvenus.

Si vous êtes intéressé(e) par une proposition d'article, contactez-nous.
contact@futuroouest.com

La revue futurWest est une publication du Groupe FUTUROUEST

*Éditée par Futuroouest Sarl, Propriétaire de la marque FuturWest
au capital de 40000€ - SIRET : 409 769 908 00016*

3 Boulevard Cosmao Dumanoir 56100 Lorient

Tél. 33 (0)2 97 64 53 77 - Fax 33 (0)2 97 64 43 71

Direction de la Publication : liam.fauchard@futuroouest.com

conception graphique : www.leschahuteurs.com

ISSN 1633 - 1060 / Dépôt légal : Troisième trimestre 2010

Les Blancs n'ont plus la cote et perdent peu à peu de la superbe influence qu'ils ont eue sur la Planète Terre à la fois au moyen d'un formidable développement scientifique et d'une volonté colonisatrice génératrice d'empires.

Tout passe ...

Dans le cadre de la globalisation que nous vivons présentement et qui prend sa source dans des épisodes anciens, notamment au milieu du 19e siècle, les attermolements des uns et les espérances des autres ne manquent pas.

N'a-t-on pas lu sous la plume de personnages médiatiques que la France, l'Europe ... étaient foutues car on n'y fait plus assez de bébés ! Mais outre que laisser croître indéfiniment en nombre les habitants de la Planète n'est sans doute pas très intelligent quand on prétend questionner le « monde fini » ; où est-il écrit que l'homme blanc doit régenter la Terre ad vitam aeternam ?

N'assistons-nous pas plutôt au « *sanglot de l'homme blanc* » ? Faut-il s'en réjouir ? Faut-il s'en plaindre ? Tout dépend, évidemment, de la position de l'observateur.

Le Brésil remportera sans doute dans les décennies qui viennent le pompon des énergies alternatives – dont le Monde dans son ensemble a fortement besoin car élément incontournable de la croissance et du développement -. Par ailleurs, l'industrie brésilienne ne manque pas d'atouts et de beaux fleurons, notamment en matière d'aéronautique avec le troisième constructeur mondial – Embraer -, derrière le couple Boeing – Airbus. Et des alliances entre Bombardier (Canada) et Embraer sont à l'étude.

Quant aux dragons, ils sont toujours vaillants et rebondissent les uns après les autres dans la transition 2010 – 2020, que ce soit au Vietnam, en Malaisie, en Corée-Sud ou à Taiwan, sans oublier Singapour et ses cruelles leçons : comme le faisait remarquer récemment le premier ministre de la Ville-Etat « Nous avons thésaurisé durant les années de fortes croissance, ce qui nous a permis de piocher dans notre trésorerie pour passer le temps de la crise dans des conditions acceptables pour nos travailleurs et nos citoyens. »

Taiwan, bien au-delà des considérations géopolitiques que les Occidentaux continuent à mettre en avant, a réorganisé son système productif en s'associant – pour un bon tiers de son économie – avec la Chine continentale.

Quant à la Chine, elle veut la Lune. Son programme astronautique est impressionnant et ne laisse pas de questionner la suprématie jusque là portée par les USA et la Russie, avec quelques appoints européens.

En conclusion d'un ouvrage remarquable par la qualité de ses observations et de ses analyses, Mark Leonard [1] note que l'ascension de la Chine, qui a déjà modifié l'équilibre des forces économiques et militaires, change à présent les idées du Monde sur la politique, l'économie et l'ordre. Ceux qui ont prétendu que la République Populaire de Chine allait, en s'enrichissant, s'occidentaliser ont fait fausse route. Pour la première fois depuis la fin de la Guerre Froide, l'Europe et l'Amérique se trouvent confrontées à une alternative redoutable : le modèle chinois.

Enfin rappelons qu'au milieu du 18e siècle, l'empire chinois représentait le quart du PIB mondial. En bon confucianistes, les Chinois peuvent estimer que les deux siècles qui ont suivi n'étaient qu'une parenthèse.



PAKEHAS suite

Quant à la France, elle est absente des grands cénacles internationaux où se forgent les normes biologiques, techniques, financières ... du 21^e siècle. [2]

« *Sans maîtrise, la puissance n'est rien* » dit le slogan d'un équipementier en pneumatiques pour véhicules. « *Sans Europe, la France n'est rien* », pourrait-on répondre en écho. Et pourtant les peuples du continent européen ont apporté au Monde l'essentiel des découvertes scientifiques qui ont permis d'accéder à la « civilisation de puissance » et au niveau de vie connu par ses habitants.

Dans le même temps, l'Europe reste porteuse de valeurs accessibles à bien des peuples de la Planète, pourvu qu'elle-même les respecte. Au lieu de cultiver, trop souvent, une arrogance énervante, nous aurions tout intérêt à dialoguer davantage avec les Pays qui, qu'on le veuille ou non, domineront la Globalisation du 21^e siècle.

« *Pakehas* » est un terme Maori.

Lorsque les premiers marins britanniques débarquèrent sur une terre qu'ils allaient ultérieurement baptiser Nouvelle Zélande, ils ne s'étaient pas lavés depuis des semaines et les Maoris les avaient immédiatement baptisés Pakehas, « Ceux qui puent sous les bras ». Depuis, bien des douches ont coulé dans la baie d'Auckland mais le surnom est resté. [3]

Liam FAUCHARD / FutureScan / Juin 2010

[1] = Mark Leonard – *Que pense la Chine ?* – Plon 2008

[2] = Nicolas Tenzer – *Quand la France disparaît du Monde* – Grasset 2008

[3] = Michel Embareck & Eric Halphen – *Nouvelles mêlées* – Gallimard 2003

Les prévisions pour 2010 nous paraissaient lointaines et pourtant c'est déjà aujourd'hui. Le monde bouge, change. Nous sommes entrés dans l'aire de l'immédiateté et de l'hyper interactivité. Le tourisme n'est pas en reste, lui qui constitue le miroir de nos comportements et de nos sociétés. Activité transversale de nos économies, il constitue un enjeu majeur pour bon nombre de territoires partout dans le monde et principalement pour la destination leader, la France.

Si les professionnels n'ont pas de certitudes, ils ont, en revanche, de lancinantes questions : quels changements de comportements face aux changements climatiques ? Quel avenir pour les stations de ski ? Quel futur pour le tourisme balnéaire ? Quelles ressources pétrolières pour nos déplacements ? Quelle place auront les futures nouvelles technologies dans nos choix et fonctionnement ? Quelles clientèles pour nos territoires ou encore quelle place pour les seniors ?

Portrait du tourisme et des vacances

Poids lourds dans l'économie mondiale

Malgré la succession d'événements susceptibles d'être qualifiés de crises, le tourisme restera la première industrie de la planète avec plus de 1,7 milliard de touristes dans le monde, soit un peu moins de 25 % de la population mondiale contre 900 millions actuellement. Ce quasi doublement des flux touristiques n'est pas sans conséquences tant sur l'environnement que pour le milieu humain s'ils ne sont pas anticipés, voire encadrés. L'Asie sera la grande bénéficiaire de cette redistribution avec environ 28 % du marché mondial. La Chine, quant à elle, sera la première destination mondiale avec plus de 130 millions de visiteurs annuels. Développement des réseaux de transports, multiplicité et diversité de l'offre expliquent cette nouvelle donne à laquelle il convient d'ajouter une véritable volonté politique. Stations de ski, plages, randonnées et treks d'aventure ou encore Disney contribueront à ce leadership. A cela, il convient d'ajouter le jeu à Macao qui pourrait détrôner Las Vegas du fait, notamment, de la passion des Asiatiques.

Le tourisme en Europe

Dans ce contexte, l'Europe conserve une place privilégiée même si l'activité s'exerce à une échelle mondiale. La culture touristique, les traditions d'accueil, l'image de son patrimoine et de son art de vivre, expliquent en partie la résistance de l'Europe, mais il faut surtout prendre en compte la proximité de ses clientèles traditionnelles pour alimenter son marché. Les courts séjours resteront une valeur forte du tourisme avec des positionnements très marqués sur la thématique de la santé et du bien-être. Ils constitueront une part très importante des offres tout au long de l'année.

Le tourisme en France

Dans ce monde en mouvement perpétuel, la France pointerait désormais à la deuxième place en terme de pays réceptifs avec plus de 115 millions de touristes internationaux issus à la fois de la proximité de ses bassins traditionnels européens, mais aussi des grands marchés lointains historiques (USA, Canada...) ou encore des marchés émergents tels que le Brésil, la Russie, l'Inde ou la Chine. Les perspectives de croissance de ces derniers seront d'ailleurs, selon l'Organisation Mondiale du Tourisme, bien supérieures aux pays européens : + 10 %.

Le tourisme, un besoin de vacances et de loisirs

Le tourisme a fortement évolué depuis son apparition et sa généralisation. Toutefois, depuis les années 1950, les motivations des touristes restent sensiblement identiques, même si leur expression et les comportements ont considérablement changé. Rupture, ressourcement, retrouvailles sont toujours d'actualité mais ne s'expriment plus forcément de la même manière. Pourtant les Français ont bien durablement intégré ces pratiques dans leur mode de vie. La société des loisirs est toujours d'actualité en 2030 malgré des contraintes de type économiques, financières, environnementales ou familiales.

Un monde au rythme des crises

Le rythme du monde dans lequel nous évoluons va encore s'accélérer et nos rapports à l'information et à la communication avec. Dans ce contexte, le tourisme mondial se trouvera encore plus impacté qu'aujourd'hui lors de crises. Ces dernières prendront plusieurs formes qui rendront particulièrement vulnérable l'activité touristique :

Les conflits armés et surtout le terrorisme qui ne devraient pas connaître de répit dans les prochaines décennies.

Les questions de santé seront encore plus présentes du fait de la multiplication des échanges. Pandémies, fièvres, paludisme... mais aussi cancer de la peau et impact UV se développeront au rythme des changements climatiques.

Dans le même temps, les catastrophes naturelles continueront à ravager des territoires malgré la prise en compte de véritables politiques d'adaptation aux dérèglements climatiques. Les compagnies d'assurances seront contraintes de revoir fondamentalement leurs modèles économiques et leurs politiques d'indemnisations.

Les mouvements sociaux qui se développeront au rythme de la croissance économique influenceront également la fréquentation des territoires.

La conjugaison et la fréquence de ces différentes crises pourraient dorénavant constituer une nouvelle forme d'équilibre.

Une population mondiale en forte croissance

La population mondiale devrait atteindre les 8 milliards à l'aube de 2030 contre près de 7 milliards en 2010. L'enjeu de la nourriture sera plus que jamais d'actualité ainsi que celui de l'accès à l'eau. La croissance démographique sera majoritairement issue de l'Afrique et de l'Asie où la Chine devrait perdre sa place de leader au profit de l'Inde. Par ailleurs, le profil de la population mondiale évolue lui aussi vers un vieillissement progressif avec près d'1 milliard de personnes de plus de 65 ans. A l'échelle des pays les plus développés, cette proportion sera beaucoup plus forte et aura donc un fort impact sur les services à la personne. Cette caractéristique des populations européennes, notamment, aura, bien entendu, des conséquences sur les modes de consommation et donc sur les comportements touristiques avec l'explosion d'une demande orientée vers la santé et le bien-être.

De fait, les liens sociaux, familiaux vont continuer à évoluer. Dans ce contexte, la famille va poursuivre ses bouleversements. La notion de « recomposition » va encore s'accroître pour se renforcer dans une dimension « clanique voire tribale » : enfants nés hors mariage, divorces, remariages, familles mono parentales, familles homosexuelles, célibataires... Dans un contexte lié au tourisme et aux loisirs, l'offre devra être de plus en plus originale et adaptée pour répondre aux attentes de chacun.

Cette mutation sociale s'accompagne également du renforcement de deux tendances lourdes observées depuis longtemps : la croissance urbaine et l'attractivité pour les espaces littoraux.

Les territoires seront amenés à connaître une profonde mutation des relations des hommes entre eux, mais aussi avec les territoires. Les mobilités pourraient être sélectives et il faudra composer avec celles quotidiennes, d'ordre professionnel, celles de proximité liées aux loisirs, notamment, celles simultanées qui entraînent des présences de plus en plus fortes du monde urbain dans le rural (méta ruralisation, résidences secondaires...) ou encore celles de rupture caractérisées par un dépaysement fort de courts séjours mais pas forcément lointain. Ces mobilités peuvent entraîner la rupture des liens privilégiés avec les territoires ou, au contraire, développer une forme de multi appartenance territoriale : le comportement définirait alors l'appartenance.

Un développement inégal des espaces

Bord de mer et tourisme sont intimement liés depuis longtemps ; le tourisme y est en partie né, s'y est développé, a été modélisé puis exploité pour la « masse ». Toutefois, l'offre de transports va accentuer la redistribution du rapport au temps et aux déplacements.

Les villes vont devenir de vrais espaces de destinations en poursuivant la valorisation de leurs richesses culturelles et patrimoniales mais également en amplifiant la dimension shopping. La mise en marché de grands événements, y compris sportifs, permettra d'accroître la « scénarisation » de la destination urbaine. La prise de conscience du potentiel touristique pourrait toutefois connaître un revers avec la « muséification » de certaines d'entre elles : Venise, Londres, Paris... Aujourd'hui toutes confrontées au défi du développement durable, elles seront en 2030 tournées au quotidien vers les démarches HQE, BBC, la collecte et le recyclage des déchets, la réduction des consommations d'énergie, la réduction des trafics motorisés, la qualité de l'air et de l'eau, l'embellissement... La concurrence risque de faire rage et les conflits d'intérêts entre population résidente et touristes pourront apparaître. Si les capitales européennes sont déjà depuis longtemps positionnées sur les « city breaks », les métropoles régionales vont très fortement développer leur offre grâce à la mise en œuvre de labels et de véritables réseaux de partenariat.

La campagne devrait connaître un développement sélectif des zones situées à proximité des grandes villes ou conurbations européennes après avoir été pendant longtemps un espace de substitution. L'une des difficultés réside dans une identification précise des clients dans la mesure où les motivations sont nombreuses mais gravitent globalement autour des notions de calme, repos, détente... L'avenir de ces destinations passera par une nouvelle forme de mise en marché par les opérateurs privés mais qui conduira à une certaine forme de concentration d'espaces au détriment de ceux plus diffus. Il convient de noter que la moyenne montagne devrait également connaître ce type d'évolution.

Le littoral pourrait bénéficier d'une double perspective d'évolution. Un positionnement « nature » d'une part avec des modes d'hébergements intégrés si possible, et d'autre part des stations très animées et tournées vers de nombreux services où la circulation automobile aura disparu ou sera fortement canalisée. Dans les deux cas, il paraît indispensable de redynamiser l'image du littoral et de procéder à une véritable scénarisation des vacances. A ce titre, une politique de marques ou de labels permettra de repositionner certaines destinations sur des thématiques porteuses. Le pilotage des stations littorales sera le préalable à la redéfinition des politiques en matière de plaisance, de définition des espaces publics, d'immobilier ou de foncier (Conservatoire du Littoral), ou encore d'environnement...

La montagne a déjà connu des phases de repositionnement marketing important notamment l'hiver. Toutefois, la maîtrise des flux, la question de l'immobilier et la fréquentation estivale constitueront les enjeux majeurs avec ceux déjà évoqués des changements climatiques (chute du nombre de stations de ski à moyen et long terme). Les efforts en matière de diversifications seront largement poursuivis, notamment, en direction de centres aqua-ludiques de 2ème voire de 3ème génération, à l'instar de ceux nés dans les Pyrénées au début des années 2000.

Si tout territoire n'a pas forcément vocation touristique, il convient de se poser la question des banlieues et des quartiers dans un bouquet d'offres tourné vers les loisirs les plus divers et notamment « les attractions d'intérieur » comme des stations de ski, des parcours de golf...

Concentration humaine et changements climatiques

Aux interrogations des professionnels du tourisme concernant leur cœur de métier viennent s'ajouter les enjeux liés aux changements climatiques. La communauté scientifique s'accorde aujourd'hui à dire qu'ils impacteront les activités économiques dont le tourisme : précipitations accrues, hausse des températures, réchauffement et élévation des eaux, érosion littorale, élévation du niveau global de l'enneigement, redistribution de la carte des destinations, modifications des paysages... ne sont que quelques-unes des incidences des changements sur le tourisme. A ce titre, la Bretagne pourrait faire partie des « bénéficiaires » de cette nouvelle répartition du marché. En effet, les fortes chaleurs du pourtour méditerranéen, notamment, pourraient inciter certaines clientèles à choisir des destinations plus tempérées comme la Bretagne ou l'arc atlantique. En dehors de l'hiver où les précipitations devraient être plus marquées, les régions baignées par un climat océanique pourraient voir leur saisonnalité fortement évoluer et donc voir se déployer une nouvelle forme de tourisme autour de thèmes tels que les circuits, les croisières, la santé, le bien-être, les activités de forme...

Les enjeux liés aux transports

Nous l'avons vérifié en 2008, l'augmentation du coût des transports a généré une adaptation quasi instantanée de nos déplacements, de leur fréquence mais aussi sur leur nécessité.

La voiture, symbole de statut social, restera globalement le moyen de locomotion du tourisme individuel et des loisirs, malgré le développement de transports doux et moins gourmands en termes de consommation et d'émissions de CO². Afin d'améliorer le trafic, la sécurité et les impacts, l'autoroute des années 2030 sera entièrement repensée en terme d'environnement mais également de tarifs en fonction de la pollution, de la densité. Quant aux poids

lourds, le développement d'une véritable offre de fret ferroviaire (plateforme d'accessibilité, tarifs, sécurité, organisation du temps de conduite...) a permis une baisse importante de leur fréquentation sur les grands axes internationaux notamment. Toutefois, sa flexibilité sur courte distance, notamment, laisse peu d'alternative aux entreprises.

Le paysage aérien a considérablement évolué : 24 millions de passagers aériens dans les années 1950, 2,8 milliards prévus en 2011, combien à l'horizon 2030 et avec quelle logistique de transport ? De nouveaux aéroports à construire, plus verts et respectueux de l'environnement, plus sécurisés et pouvant accueillir des flottes d'avions toujours plus gros porteurs. L'avenir de nos mobilités est lié aux enjeux du carburant, de sa rareté et donc de son prix. La consommation est l'un des enjeux majeurs à résoudre ainsi que les volumes (fret et humain). A l'augmentation des flux aériens, il va falloir répondre aux risques d'encombrement du ciel et donc à sa sécurisation. La densité du trafic pourrait pénaliser certaines destinations comme l'Europe, notamment. La question du contrôle aérien sera donc centrale dans un tourisme mondial. L'augmentation du trafic des 20 dernières années est intimement liée à l'apparition des compagnies low cost. Toutefois, leur très probable concentration devrait porter leur nombre à une demi-douzaine au-delà des années 2020 contre une cinquantaine à l'aube de 2010.

Le grand vainqueur en termes de transport sera incontestablement le chemin de fer et les lignes à grande vitesse. A ce titre, après avoir été pionnière, la France restera leader en Europe avec un maillage qui permettra de relier Paris à Bordeaux en 2 heures, la pointe bretonne en moins de 3 heures ou encore Genève en 2 heures, Nice... Au-delà de son impact écologique en terme de réduction d'émission de CO² notamment, le TGV permettra de toucher de nouvelles clientèles françaises et européennes par sa rapidité, mais aussi grâce à l'innovation dans les services offerts (Internet à bord, animations, thématiques...). L'un des enjeux majeurs restera néanmoins le financement de toutes ces futures lignes européennes.

Les hébergements

D'une manière générale, l'ensemble des modes d'hébergements intégrera les contraintes environnementales : normes HQE, bâtiments basse consommation, énergies renouvelables ... L'éco hébergement constituera la norme du marché tant en matière d'offre que de système de management. De ce point de vue, ils tendront vers deux systèmes bien distincts : le low cost d'une part, les prestations de standing d'autre part. Les tendances d'évolution de la demande seront multiples à prendre en compte : changements morphologiques des populations (poids, taille...), structure familiale, temps libre... Recherche esthétique et individualisme sont également au cœur des préoccupations des clientèles et de la demande touristique. En matière de technologie et de réservation, Internet continuera la mise en marché instantanée.

Les hôtels

Le paysage français sera fondamentalement différent à la fois sur la localisation comme sur le contenu. L'hôtellerie urbaine, périurbaine et celle des stations balnéaires ou de montagne seront les grandes bénéficiaires des 20 prochaines années. Rupture, technologie, écologie, confort seront les maîtres mots de la décoration intérieure et du positionnement des hôtels. On peut imaginer des murs à cristaux liquides dans les chambres ou certaines parties communes afin de personnaliser l'ambiance et d'accentuer le dépaysement. Par ailleurs, leurs évolutions successives les conduiront à intégrer massivement de nouvelles prestations, de type kitchenettes, salles d'eau plus spacieuses et plus ergonomiques, domotique généralisée,

transports intégrés doux et respectueux ou encore animations diverses comme on peut les retrouver aujourd'hui dans les villages club. La standardisation devra tenir compte de la personnalisation potentielle de chaque chambre en fonction du type de clientèle (affaires, famille, agrément...) afin de combiner charme et fonctionnalité. La technologie sera omniprésente mais devra être la plus discrète possible. L'écran de télévision sera un terminal vocal de services qui proposera l'accès Internet, TV, radios, jeux, room service et toutes les offres de l'hôtel, enquête de satisfaction en temps réel...

L'environnement sera une préoccupation permanente des gestionnaires qui devront combiner écologie et économie. Santé, énergies renouvelables, recyclage, durabilité et ergonomie constitueront les standards de la demande.

Malgré une hyper technologisation, le personnel sera toujours présent et représentera la valeur ajoutée de l'établissement. L'accueil, l'animation, le conseil, l'empathie seront les futurs arguments de fidélisation de clientèles toujours plus versatiles. A ce titre, et notamment en milieu urbain, les hôtels devront jouer sur des notions d'atmosphères originales, ludiques et personnalisées afin de faire de chaque séjour un produit vivant, réactif, évolutif.

En revanche, au-delà de l'hôtellerie urbaine, la frontière entre certaines chambres d'hôtes et les hôtels sera de plus en plus ténue.

Le marché locatif

Au-delà du produit, c'est l'espace touristique qui influencera le marché. Ainsi, l'offre urbaine connaîtra une croissance importante liée directement au design (sentiment d'être chez soi, matériaux bois), à la qualité des prestations (équipements électroménagers complets et contrôlés, fournitures de linges de maison et toilettes, accès Internet libre, éclairage full-led, lits spacieux...) ou encore aux services annexes généralisés (réservation de taxis, fleurs, visites guidées, ménage, parties communes animées...). Le marché urbain des meublés, dominé pendant longtemps par la location entre particuliers, va évoluer au profit d'opérateurs spécialisés capables de déployer des offres originales, personnalisables et responsables (appareils de gym générateurs d'énergie, détecteurs de présence pour mise en marche/veille d'appareils électriques, gestion des déchets, mise à disposition de rollers/vélos...).

Concernant l'espace rural et notamment le péri urbain, sa fonction récréative se renforcera avec le développement du concept de résidences secondaires à la carte. Il ne sera plus nécessaire d'être propriétaire pour bénéficier d'une « maison de campagne ». Louer son pied-à-terre plusieurs week-ends, pas forcément consécutifs, dans l'année, permettra à une population urbaine d'accéder à des loisirs de proximité, tout en étant dans un hébergement familial. Elle pourra ainsi l'utiliser sans pour autant en avoir les inconvénients (fiscalité, entretien, sécurité, vols...).

L'hôtellerie de plein air

Le camping des Flots Bleus ne sera qu'un lointain souvenir pour bon nombre de clients. Le locatif représentera l'hébergement privilégié. Les innovations seront de deux ordres. D'une part, celles liées au produit lui-même, d'autre part celles touchant le process de création du produit et de management de la structure.

Les innovations liées au produit concerneront là encore l'environnement. Le camping sera encore plus synonyme d'espace de vie et d'échanges. La grande tendance à la personnalisation se traduira par des parcelles plus importantes et plus intégrées dans le paysage global. Les éco comportements constitueront une norme et ne seront plus du tout perçus comme gadgets commerciaux pour attirer de nouvelles clientèles sujettes aux modes. Nouveaux services et produits combinés (hébergements ou restauration et activités et/ou multi activités), hébergements insolites comme l'ont été les cabanes dans les arbres, les yourtes et les roulottes en leur temps, contribueront à renforcer l'image de l'hôtellerie de plein air. Pour autant, les mobiles homes et autres habitations légères de loisirs seront majoritairement présents et les nouvelles technologies très largement utilisées dans leur construction ou leur conception (éco chalet tournant pour optimiser l'ensoleillement, couverture végétale...). D'une manière générale, tout le parc locatif sera tourné vers le recyclage et anticipera les processus de déconstruction. A l'instar des grands opérateurs touristiques, les campings connaîtront une très forte segmentation de leurs offres et miseront sur l'intergénérationnel mais verront une clientèle d'affaires se développer. En matière de management, l'hôtellerie de plein air, secteur de très petites entreprises, devra compenser son manque de moyens et de compétences (Web marketing...) par des mutualisations, des regroupements d'acteurs. La maîtrise de ces démarches accélérera la mise en œuvre de véritables stratégies de Yield management tant d'un point de vue tarification, que gestion des ressources humaines (groupements d'employeurs...).

L'organisation de voyages

Le métier de l'organisateur a considérablement évolué : rachats et fusions ont modelé un nouveau paysage où la concentration d'opérateurs est désormais la norme. Les vacances à l'étranger deviennent un droit et non plus un privilège réservé à quelques segments de clientèles. Les voyages standardisés disparaissent au profit de voyages personnalisés. Aussi, le luxe ne sera plus forcément associé au prix remettant ainsi en cause les signes visibles du statut social. L'authenticité deviendra le véritable luxe et chaque voyage devra procurer une expérience différente où surprises et contrastes se mêleront dans des combinaisons parfois surprenantes : circuit bivouac et vol en business class ou vol low cost avec un hébergement en palace. Reproduire des prestations très personnalisées va devenir un enjeu fort pour les entreprises du secteur tout comme la fidélisation de clientèles habituées aux expériences multiples. L'évolution démographique et le vieillissement des populations impacteront fortement le type de logements offerts, les services proposés tout comme l'assistance à prévoir en cas de besoin. Dans le même temps, la demande des voyageurs en solo va croître provoquant un assouplissement des structures tarifaires. La nouvelle répartition des flux touristiques pourrait amener certaines destinations à contingenter le nombre de leurs visiteurs afin de respecter une certaine éthique tout en préservant les apports économiques. L'un des enjeux des agents de voyages sera de se transformer en expert d'une offre ou d'une destination et d'accompagner au mieux les choix de la clientèle tant pour l'étranger que pour le marché France. Une certaine polarisation existera de fait entre ceux offrant des produits de grande consommation, notamment ceux ayant opté pour la grande distribution et le tout Internet, et ceux ayant fait le choix du haut de gamme, comme on a pu le voir à la fin des années 2000 avec le Club Med-Jet Tour... Ce type de démarche ne consiste pas seulement à ajouter des hébergements de luxe dans les brochures, mais à bâtir une offre s'appuyant sur une qualité de services irréprochables tant en amont du séjour que lors d'un service après vente très spécialisé et personnalisé.

Si le prix ne constitue plus le cœur de la demande, c'est que les services, le contenu des voyages et les combinaisons possibles ont pris le pas. A ce titre, l'organisation de produits sur mesure est très largement favorisée par la généralisation du « package dynamique », technique qui consiste à bâtir soi-même son voyage sur Internet en choisissant directement ses prestations et sa durée. L'internaute fabrique instantanément son programme à la carte grâce à des moteurs de recherche très performants. Cette souplesse est plébiscitée pour la mise au point de courts séjours dans un premier temps, puis pour les vacances principales ensuite. L'explosion de cette pratique est liée aux volumes traités par les grands opérateurs qui peuvent ainsi négocier et adapter au mieux leurs prix, même si ce n'est plus l'argument exclusif. L'aventure des voyages sur le Net se poursuit et l'enjeu pour les professionnels est d'être accessibles au plus grand nombre. Sortir des sentiers battus devient un élément essentiel de la demande.

L'organisation territoriale et e-tourisme

Malgré de longs débats sur la réforme territoriale, le tourisme est resté, au fil des années, une compétence partagée entre les différentes collectivités. Toutefois, les évolutions et révolutions technologiques ont eu raison de l'organisation institutionnelle issue des années 90. Internet s'est, en effet, imposé comme le média du tourisme et des voyages. Au-delà de l'achat en ligne, les touristes utilisent toujours Internet pour préparer leur voyage, pour comparer, pour se projeter dans une destination afin d'éviter toute mauvaise surprise. L'impact du e-tourisme est sans fin sur des consommateurs désormais sur équipés en terme de mobilité et exigeants en terme de qualité des contenus, d'ergonomie ou encore d'adéquation avec leurs demandes et profils. Les enjeux pour les acteurs institutionnels sont multiples et concernent tout autant la commercialisation et la diffusion multi canaux et massives de l'information, que leur capacité à dialoguer avec leurs clients en direct comme via les différents réseaux sociaux ou affinitaires. Les maîtres mots de ce nouvel environnement sont collaboration, partage, échanges, organisation ou encore mobilité. Cette dernière révèle sûrement le plus grand paradoxe dans la mesure où la liberté technologique est conditionnée à un géo référencement permanent de l'utilisateur.

Jean-Jacques MICOUD

Directeur du Comité Départemental du Tourisme du Morbihan

FORMES

CRITIQUES

Vol 2093 pour Helsinki

Un aéronef silencieux et non polluant ? C'est ce qu'imagine une compagnie finlandaise pour la fin du siècle.



LE FINNAIR A1700-2400

2093. Embarquement immédiat à bord du nouveau gros porteur, mi-avion mi-soucoupe volante, fabriqué en matériaux entièrement recyclables. Jusqu'à 2 400 passagers peuvent prendre place à bord, les moteurs n'émettent presque aucun polluant, et des panneaux solaires alimentent tous les appareils électriques. Le rêve d'un transport aérien silencieux et écologique se réalise enfin.

C'est l'avenir de l'aviation tel que l'a imaginé Finnair, qui a fêté en 2009 son 85^e anniversaire. La compagnie finlandaise est partie du constat que voler avait perdu peu à peu son aura de romantisme. A l'époque où Blériot et Santos-Dumont s'élançaient dans les airs, l'aéroplane incarne un idéal de grâce et de légèreté. Casqué de cuir, l'écharpe blanche au vent, l'aviateur est l'aventurier des temps modernes. L'épopée de cet Icare mécanisé inspire des peintres comme Robert Delaunay. Le mythe dure jusqu'aux années 70. Dans les années 60, les Parisiens viennent admirer les décollages sur la terrasse de l'aéroport d'Orly, et puis le charme – très élitiste – des vols transatlantiques s'estompe peu à peu dans le tourisme de masse. Les avions ne se nomment plus Super Constellation ou Caravelle, mais plus prosaïquement

Airbus. Rebaptisées « personnel navigant commercial », les hôtesses jouent les serveuses et font moins fantasmer. Pour finir, le transport aérien est accusé de tous les maux : bruit, pollution, émissions de CO₂... Tous ces problèmes auront disparu dans quelques décennies, assure Finnair, qui a fait appel au graphiste Kauko Helavuo pour dessiner la flotte de demain. De l'hé-

licoptère individuel au vaisseau de l'espace, l'artiste a imaginé cinq appareils aux formes futuristes, qui ont parfois un côté BD d'anticipation d'il y a quarante ans. Les avions de 2093 leur ressembleront-ils ? Peu importe. L'essentiel est, pour Finnair, de relancer le moteur du progrès : l'optimisme. **XAVIER DE JARCY**
www.departure2093.com

Un pied dans le high-tech

Avec ses facettes façon pixels, cet escarpin semble sorti d'un jeu vidéo.

MODE LES CHAUSSURES LO RES

Depuis quelques années, les facettes ont fait leur apparition un peu partout. Sur un immeuble de l'architecte Manuelle Gautrand aux Champs-Élysées, sur un bar dessiné par India Mahdavi, sur des sculptures de Xavier Veilhan... Elles évoquent les diamants ou les origamis – ces papiers pliés japonais –, égarent le regard, multiplient les reflets. Les facettes ornent même des chaussures, par ailleurs assez classiques. Les Lo Res (pour *low resolution*, « basse résolution ») ont été conçues grâce à un logiciel permettant de créer des objets plus ou moins nets. Le résultat rap-

pelle un peu les photos numériques pixelisées. Ces talons hauts high-tech ont été créés pour United Nude, une marque née de l'association entre l'architecte néerlandais Rem Koolhaas et le chausseur britannique Galahad Clark (des chaussures Clarks). Avec eux, le design par ordinateur a encore fait un pas en avant. **X.J.**



200 € environ. www.unitednude.com

LA CHAUSSURE
LO RES, CRÉE
D'ABORD
EN IMAGES
DE SYNTHÈSE.

DU CÔTÉ DES FUTURS POSSIBLES

La science moderne est-elle à bout de souffle ? A en juger par la raréfaction des grandes découvertes dans les dernières décennies, on peut légitimement s'interroger sur sa bonne santé.

De fait, la science moderne souffre d'un ensemble de maux qui l'affaiblissent peu à peu. La traditionnelle évaluation par les pairs est devenue un monstre de bureaucratie chronophage et coûteux, et la publication dans les grandes revues internationales un parcours du combattant énergivore. De l'aveu même des chercheurs, la part du temps qu'ils consacrent à l'obtention des crédits et aux innombrables tâches administratives dépasse celle dévolue à la science proprement dite.

Entre publish or perish et course au financement, le chercheur se voit plongé dans une compétition exacerbée qui n'échappe ni aux soupçons de fraude ni à un certain conformisme. De ce pamphlet virulent et argumenté se dégage la conclusion que la recherche ne fera pas l'économie d'une remise à plat de ses modes de fonctionnement, faute de quoi son mot d'ordre deviendrait publish and perish

Laurent SEGALAT
La science à bout de souffle ?
Seuil – 2009 – 110 pages

Contrairement à d'autres corps de métier dont le but est également de produire de l'information, la recherche scientifique publique se singularise par le fait qu'elle est largement indépendante du schéma offre – demande. La chose produite – au moins pour ce qui concerne la recherche publique – n'a pas de marché, ni même de débouché immédiat. Elle est exposée sur la place publique et offerte à qui la veut. Les chercheurs publics sont des orpailleurs dont les pépites et les paillettes appartiennent à tout le monde et à personne.

A propos des démarches nécessaires pour trouver des financements, l'auteur remarque que les demandes de crédits auprès de l'Union Européenne doivent être déposées dans un langage bruxellois tellement abscons qu'il est impossible au chercheur lambda de les rédiger seul. Des entreprises spécialisées et bien introduites à Bruxelles vendent leurs services aux chercheurs pour les aider à monter leurs demandes de subvention. Des entreprises privées payées sur des fonds publics pour aider des employés publics à dégoter de l'argent public ... On n'arrête pas le progrès !

« L'imagination est plus importante que le savoir » aimait à répéter Albert Einstein. Pauvre Albert, il doit se morfondre en voyant ce que sont devenus les chercheurs d'aujourd'hui.

Les formulaires de demandes de subvention doivent mentionner « Résultats attendus », « Milestones », « Deliverables » ... dans lesquels il faut décrire en termes précis les résultats que l'on va obtenir dans deux, trois ou cinq ans. Comme si c'était en perfectionnant la bougie qu'on inventa l'ampoule à incandescence Quelles injonctions : Monsieur Einstein, pouvez-vous nous livrer une théorie de la relativité dans trois ans ? Monsieur Fleming, découvrez les antibiotiques avant la fin de votre subvention, sinon il faudra rembourser !

Laurent Ségalat brosse un panorama historique rapide. Au début était la quête de la connaissance, et les grandes interrogations de l'Homme sur lui-même et son environnement. C'était avant tout affaire de philosophes et de curiosité. Le 19e siècle a amené les savants du métier, professionnels mais artisans. Le 20e siècle a été celui de l'industrialisation de la science, puis de la généralisation du financement sur projet : le chercheur n'est plus libre de creuser là où son inspiration le porte ; pour travailler, il doit au préalable faire accepter son projet en concurrence avec d'autres. Le système a transformé les chercheurs en chevaux de course !

DU CÔTÉ DES FUTURS POSSIBLES

Du côté des éditions, le constat est dur.

Les éditeurs des revues les plus prestigieuses, dont Nature et Science sont les plus célèbres, ne travaillent pas pour la science. Ils travaillent pour la prospérité de leurs journaux, qui sont des entreprises commerciales obéissant aux lois du marché. La plupart des scientifiques continuent de vivre dans l'illusion que les éditeurs sont des alter ego surtout préoccupés par l'avancée de connaissances. Cela reste vrai pour des petites revues, mais ne l'est plus pour les plus importantes, celles qui influencent l'ensemble du système.

Trop de chercheurs ? Pas assez de crédits ?

En recherche, système où il y a plus de bouches à nourrir que de morceaux de viande, c'est chacun pour soi et sauve qui peut. Comment croire que X va être tendre avec son compétiteur Y, alors qu'ils mangent dans la même assiette, trop petite pour eux deux ?

Quelles conséquences à long terme ? Quelles prévisions ?

Pour LS, ce qui est à la fois prévisible et avéré est la baisse sensible de la qualité de la chose produite. Ne l'oublions pas, la science est une activité de production. Or, on a remarqué à maintes reprises, que l'information produite, quel que soit le produit fini – par exemple l'étude qui valide l'usage de tel médicament – ou qu'elle serve à produire une information ultérieure, est de qualité déclinante. La science produit de plus en plus de données de moins en moins fiables.

Soit la moisson de connaissance de l'humanité est entrée dans la partie asymptotique de la courbe, et les problèmes auxquels elle s'attaque dorénavant sont encore sur la table car ce sont les plus difficiles. En quelque sorte, les savants ont mangé leur pain blanc au cours des trois siècles écoulés, et il leur reste maintenant le pain noir. Les orpailleurs ont sorti de la rivière la majorité des pépites, et la rareté se faisant sentir, la productivité décroît en conséquence. Cette thèse est plausible.

Soit la science contemporaine peut s'écrouler sous son propre poids, celui de ses dérives et de sa bureaucratisation galopante. Ce n'est plus inimaginable.

On remarquera que l'auteur ne fait jamais références aux principes de Popper, pourtant acceptés par les chercheurs du Monde entier. Dommage...

Nous invitons le lecteur à se reporter aussi à la NDL du livre de **Claude ALLEGRE**
« *La science est le défi du 21e siècle* », parue dans **FuturWest N°34**.

DU CÔTÉ DES FUTURS POSSIBLES

Plus de soixante ans après la création de la République Fédérale d'Allemagne, plus de vingt ans après la chute du mur de Berlin, l'Allemagne revendique à nouveau son identité et les valeurs qui ont fait sa force. Elle a cessé de se voir irrémédiablement au miroir d'un passé dont elle s'estime aussi la victime.

Une fierté nationale est réapparue, l'affirmation internationale du Pays s'est faite plus forte et plus politique. Le couple de référence formé avec la France paraît désormais plutôt étriqué à cette puissance en mutation.

Mais les défis ne manquent pas : face à la crise mondiale, les Allemands peuvent-ils adapter leur modèle économique et social ? Surmonter, à l'Est, leur penchant à « l'Ostalgie » ? Et faire de leur devenir national redynamisé l'une des chances du monde futur ?

Jacques-Pierre GOUGEON

L'Allemagne du 21^e siècle, une nouvelle nation ?

A. Colin – 2009 – 190 pages

Le terme de médiateur est apparu de plus en plus souvent ces dernières années dans le langage diplomatique allemand. Ce possible rôle de médiation repose à la fois sur la traditionnelle puissance économique de l'Allemagne qui – au-delà de ses intérêts propres – peut permettre le financement d'opérations lourdes comme la construction d'infrastructures, par exemple dans les territoires palestiniens (l'Allemagne finance à elle seule 20 % des aides des Etats-membres de l'Union Européenne à la Palestine), et sur la puissance politique et diplomatique retrouvée qui ouvre de nouvelles marges de manœuvre et d'action. Les liens historiques tissés avec plusieurs régions du monde sont également mis en avant, comme dans le cas de la Russie. Autre élément qui favoriserait l'exercice de la diplomatie allemande dans ce rôle de médiation, par exemple dans le cas du Proche-Orient : l'absence de passé colonial – en tout cas durable dans le temps – faisant apparaître l'Allemagne dans certaines parties du monde comme plus « neutre » et plus « désintéressée » que d'autres puissances.

L'auteur décrit l'éclatement du paysage politique survenu depuis la réunification entre les deux Allemagne et les survivances de comportements différents selon qu'on est et vit à l'Ouest ou à l'Est.

La République fut fondée en 1949 et dès les années 1950, deux grands partis politiques se sont partagés les suffrages, allant même jusqu'à recueillir près de 80 % de l'électorat. Ce sont les unions chrétiennes CDU/CSU et le parti Social-Démocrate SPD.

Depuis la réunification, les choses sont plus « démassifiées » en ce sens que, outre les libéraux du FDP – qui existaient déjà et avaient fait alliance ponctuelle avec les deux grands partis -, il a fallu compter avec la montée en puissance des « Grünen » (Les Verts) et avec la recomposition – à partir d'un mouvement politique issu de l'ex RDA – de la gauche de la gauche avec Die Linke, sans oublier, dans certains Länder, l'existence, certes modeste, d'une extrême-droite populiste.

Aux dernières élections fédérales de 2009, SPD + CDU/CSU ont totalisé moins de 60 % de suffrages, montrant ainsi l'érosion continue qui a touché ces deux grands partis politiques.

Il faut cependant avoir en tête que dans les Länder, les coalitions sont à géométrie variable, ce qui ne laisse pas de surprendre un visiteur Français, obnubilé par des majorités (minoritaires en voix) tout d'un côté ou tout de l'autre.

Dans la partie « Un modèle économique et sociale en mutation », Jacques-Pierre Gougeon présente des tableaux des évolutions vécues depuis la réunification, notamment dans les domaines économiques, sociaux et démographiques.

DU CÔTÉ DES FUTURS POSSIBLES

A la lecture des programmes des partis et des discours de dirigeants politiques, on mesure combien CDU/CSU et SPD rivalisent pour se présenter comme les meilleurs de l'économie sociale de marché théorisée dès la fondation de la RFA, référence incontournable tant du point de vue historique qu'identitaire. C'est là un héritage commun que les forces politiques – exception faite de Die Linke – cherche à s'approprier, tant il est associé au symbole fort de la reconstruction de l'après-guerre et au sentiment de fierté qui en a résulté, occupant en ce sens un espace essentiel de psychologie collective.

Dans un Pays où l'époque de la reconstruction, du miracle économique et de la mise en place de l'économie sociale de marché est un élément essentiel de la mémoire collective, le doute qui s'empare de la population quant à l'efficacité et à la pérennité d'un modèle jusqu'alors tant vanté a nécessairement un effet déstructurant.

L'unification inachevée en est un exemple, bien que vingt ans, dans la vie d'une société c'est bien court. En 2009, les six Länder de l'Est (ex-RDA) comptent pour 20 % de la population totale et 15 % du PIB. En 1991, c'était 22 % de la population et 11 % du PIB ; la progression vers l'équilibre Ouest-Est est, de fait, lente.

Heureusement que la Loi Fondamentale de la République a mis au point un mécanisme de péréquation entre les Länder, sans quoi, les disparités auraient atteint des proportions qui auraient vraisemblablement entraînés des remous sociaux, pour ne pas dire plus.

Depuis la réunification, un véritable bouleversement démographique interne à l'Allemagne s'est opéré : la partie occidentale a gagné 4 millions d'habitants, dont presque un tiers en provenance d'Allemagne orientale qui, elle, en a perdu 1,7 million. En termes de solde migratoire, l'Est continue de perdre annuellement environ cinquante mille habitants depuis 2002.

A cela s'ajoute le vieillissement de la population – depuis bientôt vingt ans il meurt plus d'Allemands chaque année et les flux migratoires externes peinent à compenser le déficit. Tout ceci concourt aux déséquilibres des financements des dépenses sociales (Santé, Emploi, Retraites) et a exigé des ajustements douloureux depuis le début de la décennie 2000.

Dans le domaine économique, la crise bancaire mondiale et ses conséquences sur la croissance ont amené un regain d'interventionnisme de l'Etat fédéral, ce qui aurait été impensable dans les décennies de la fin du 20e siècle. Nul doute en tout cas que ce « retour de l'Etat », même tempéré, modifie et modifiera en Allemagne la culture économique et son incarnation, le modèle économique et social « rhénan ».

Le débat n'est pas clos.

DU CÔTÉ DES FUTURS POSSIBLES

suite

Depuis plus de trente ans, la Silicon Valley est le véritable laboratoire du Monde : révolution des semi-conducteurs, de l'informatique, de l'Internet Ce petit bout de Californie du Nord, à peine plus grand que la région parisienne, ne cesse de nous étonner par ses formidables capacités d'innovation.

Energies renouvelables, développement durable, technologies propres sont au cœur de nos préoccupations. Le présent livre nous emmène dans les laboratoires où se perfectionnent les clean tech qui, soutenues par les politiques, dont Barack Obama, vont révolutionner notre quotidien : voitures propres, compteurs intelligents, routes autorégulées ...etc...

Il détaille les mécanismes qui permettent de passer en un temps record, de la recherche fondamentale au prototype, puis à la fabrication en série. Dans une série de scénarios du futur, il décrit aussi comment ces technologies vertes vont bouleverser nos modes de vie, ouvrant ainsi d'étonnantes perspectives.

Michel KITAREFF

Révolution verte : enquête dans la Silicon Valley
Dunod – 2009 – 190 pages

Avec la révolution verte, la Silicon Valley veut changer le Monde. En se prenant de passion pour les clean tech, la Silicon Valley souhaite ni plus ni moins proposer un nouveau mode de société à la Californie puis aux USA ; et, par extension, via son influence économique et industrielle, au reste du Monde. La Silicon Valley investit autant dans ce domaine que toute l'Europe réunie !

Le livre de Michel Kitareff est ponctué d'encadrés contenant des relations de situations futures. Ainsi, par exemple, il y a un texte daté du Lundi 02 Mai 2033 qui s'intitule « La Silicon Valley invente la citoyenneté verte ». Celle-ci est la sanction d'un mode de vie spécifique. En échange de cette adhésion, les « citoyens verts » bénéficient de multiples avantages. Ainsi, ils ne paient pratiquement pas d'impôts directs car les entreprises suffisent à financer les Collectivités.

[Espérons que MK a raison, car au vue de la faillite actuelle des finances publiques de l'Etat de Californie et des restrictions dans les services sociaux et sanitaires, on peut légitimement avoir quelques inquiétudes. NDL]

La SV se veut capitale américaine de la voiture électrique. Pour parvenir à cet objectif, la Région a décidé d'utiliser l'une des recettes qu'elle maîtrise le mieux : malgré la crise économique, accélérer le rythme de l'innovation technologique en associant fonds privés et publics. Pour donner l'exemple, les maires des trois villes qui bordent la SV (San Francisco, Oakland et San José) s'engagent non seulement à être les premiers à électrifier leurs flottes de véhicules municipaux mais aussi à mettre en place des dispositions réglementaires et fiscales rendant les voitures électriques les plus attractives possibles pour leurs administrés.

General Motors a installé son Advanced Technology Office à Palo Alto, à proximité de l'Université de Stanford.

De loin le plus grand producteur d'électricité d'origine solaire américain (la moitié des installations sont hébergées sur le sol californien), le Golden State se considère déjà comme la quatrième « puissance solaire » de la Planète après l'Allemagne, l'Espagne et le Japon.

Désormais ce programme, baptisé California Solar Initiative, est exécuté sur le terrain par les

DU CÔTÉ DES FUTURS POSSIBLES

suite

grands opérateurs de distribution d'électricité, Southern California Edison, en charge de la région de Los Angeles, et Pacific Gas & Electricity, qui s'occupe de la Californie centrale et du Nord – où se trouvent San Francisco et la Silicon Valley. C'est dans cette région que le ralliement à l'énergie solaire est le plus vif puisqu'elle regroupe les trois quarts de la puissance installée par les particuliers et environ 60 % des installations à usage professionnel (bâtiments publics et entreprises privées).

L'arrivée d'une administration nettement plus favorable à cette forme d'énergie que ne l'était la précédente laisse présager que ce marché va profondément se renouveler, et pas seulement aux USA. Mais si la Région se lance sans retenue dans la course à l'innovation solaire c'est aussi – et peut-être même surtout – parce qu'elle estime qu'elle a une carte maîtresse à jouer. Un sentiment qui s'explique par un constat simple : on utilise aujourd'hui la même matière première, le silicium, pour fabriquer des semi-conducteurs et pour les composants qui permettent de transformer en électricité l'énergie captée par les panneaux solaires.

En 2008, plus de 8,4 G\$ de capital-risque sont allés financer des start-up liées au développement durable dans le Monde. Sur ce total, les firmes américaines en ont collecté 68 %, soit 5,7 G\$. Principale bénéficiaire de cette générosité des investisseurs : l'énergie solaire, dont les start-up ont reçu 3,3 G\$.

Le cas Google.

Dès Juin 2007, Google achevait de couvrir les toits plats de son siège de Mountain View, au cœur de la Silicon Valley, de panneaux solaires. Un déploiement qui, à l'époque, représentait la plus puissante installation solaire réalisée par une entreprise américaine : 1,6 MW de puissance, assez pour couvrir un tiers des besoins de l'ensemble du site.

L'engagement de Google en faveur des technologies vertes n'est pas qu'intellectuel. En 2004, les deux fondateurs décidaient la création d'une structure à but non lucratif, Google.org, financée avec 1 % des actions du capital de l'entreprise et un pourcentage identique prélevé sur les bénéfices du groupe.

Concernant l'hydrogène, les avancées sont moins spectaculaires et les applications tardent un peu à se concrétiser. Néanmoins, les accords avec des firmes japonaises comme Toyota et Honda commencent à porter leurs fruits. Il y a déjà des stations-services qui délivrent de l'hydrogène en Californie et la grande innovation récente consiste à les rendre autonome par un couplage avec l'énergie solaire : la station produira elle-même son hydrogène pour les réservoirs des véhicules.

Enfin, dans la saga de la Silicon Valley, n'oublions pas le rôle très important que jouent les laboratoires de recherche, que ce soit le PARC (Palo Alto Research Center) ou, encore plus ancien, le SRI (Stanford Research Institute), sans oublier un peu plus loin, à Santa Monica, la Rand Corporation, référence en matières d'études prospectives.

DU CÔTÉ DES FUTURS POSSIBLES

suite

Notre civilisation nous a conduits – à travers l'accélération vertigineuse des derniers temps de son parcours et la construction d'un nouveau rapport entre nature, technique et espèce – jusqu'à un seuil au-delà duquel nous attend une traversée pleine de risques mais aussi d'occasions extraordinaires.

De ce bord extrême, l'expérience du rapport entre passé et futur – l'implacable flèche du temps – se présente soudain sous une forme nouvelle, qui appelle une exercice de raison et de réalisme, capable de séparer prévision et apocalypse et de nous révolutionner nous-mêmes.

Aldo SCHIAVONE
Histoire et destin
Belin – 2009 – 120 pages

Warning : il est des petits livres qui en valent de nombreux gros. Celui-ci en fait partie, tant il présente une synthèse rigoureuse et ambitieuse des défis posés à l'homo sapiens. Mais surtout, il ouvre la porte du futur en grand ...ET on prend un grand bol d'air !

Le présent reste confusément seul, arrêté en lui-même, enveloppé d'ombre, prisonnier d'une double impasse cognitive : vers son avant et vers son après. Et un manque détermine l'autre, telle est la vérité : une fois le passé perdu, la perspective du rapport entre présent et futur disparaît aussi. Non que la connaissance du passé aide directement à comprendre le présent (et d'autant moins à prévoir le futur) : c'est exactement le contraire. [*]

Nous avons pourtant désormais la quasi-certitude que dans la tranche d'espace la plus voisine de notre Planète – à l'intérieur du système solaire, et probablement aussi autour des étoiles les plus proches, dans le rayon de quelques années-lumière – et dans la section de temps qui contient le développement de notre civilisation (disons vingt à trente mille ans), nous sommes seuls : personne ne nous tient compagnie dans la cour de la maison. C'est trop peu pour considérer la vie comme un événement rare (et moins encore unique) dans l'Univers, mais nous connaissons suffisamment son Histoire sur la Terre pour pouvoir dire que, si ses développements sont arrivés au point de permettre d'écrire ce que je suis en train d'écrire, et à vous de le lire, nous pouvons considérer, en dépit de tout et tout compte fait, que nous nous en sommes vraiment bien sortis.

Mais il est vrai aussi que dans cette forêt inépuisable d'évènements et de possibilités, à chaque bifurcation, chaque fois qu'il y avait à entreprendre un parcours, inmanquablement a surgi une combinaison compatible avec la naissance, en son temps, d'une intelligence capable d'apprendre et de se reconnaître. Rien ne nous permet – si nous restons sur le terrain de la recherche et de la science – de sur-interpréter métaphysiquement l'impressionnante répétition de circonstances toujours favorables à notre endroit.

Les probabilités qu'aient pu émerger des solutions différentes de celles qui nous ont conduits au point exact où nous sommes arrivés doivent être considérées comme très élevées – peut-être incalculables. Nous aurions pu être là depuis beaucoup plus longtemps ; mais il est tout aussi vrai qu'il n'y aurait rien d'étonnant si, dans la dernière scène du film, à notre place se trouvait un poisson, un oiseau, un australopithèque, ou simplement rien du tout.

DU CÔTÉ DES FUTURS POSSIBLES

suite

Après la révolution du néolithique puis la révolution industrielle, la troisième révolution que nous vivons ressemble bien moins à la seconde que celle-ci à la première. L'accélération technologique porte maintenant les innovations à une masse critique, au-delà de laquelle la nouvelle croissance n'est plus « intuitivement linéaire », mais « historiquement exponentielle », et cela aura des conséquences retentissantes. Le rythme se multiplie d'année en année. Il nous apparaîtra – et déjà nous apparaît – non comme une course, mais comme une explosion : le franchissement brutal d'un seuil.

Et c'est exactement ce qui est en train de se révéler à nous comme la vérité de notre existence. Là nous sommes arrivés, et là, littéralement, nous devons sauter – dans un vide éblouissant.

L'Histoire de la vie ne connaît pas d'autres « lois » que celles qui sont intrinsèques aux transformations évolutives. Et dans la trame de l'Espace -Temps il ne s'en trouve pas qui soient différentes des formalismes décrivant les mouvements et les forces agissant dans des conditions historiques données de la matière et de l'énergie (dans un Univers ne visant qu'à se « calculer » lui-même), presque toujours d'ailleurs en termes de probabilités et de tendances.

La bioconvergence s'annonce, c'est-à-dire la nouvelle alliance entre intelligence humaine et intelligence non-biologique.

Quand la jonction sera accomplie (l'incertitude ne porte que sur le temps nécessaire), ses résultats nous projeteront au-delà des limites que notre Histoire évolutive nous a jusqu'à présent permis d'atteindre. C'est-à-dire que nous serons, à proprement parler, au-delà de l'espèce, dans une dimension non plus « naturelle », mais entièrement « culturelle » de l'humain, capable d'ouvrir des perspectives qu'aujourd'hui nous avons peine à seulement entrevoir.

Une information précise, mise à jour et largement diffusée, peut véritablement nous conduire vers le passage qui nous attend, et créer les prémisses de cette réconciliation avec le futur qui est une des tâches les plus urgentes de notre culture. En Amérique, quelque chose s'amorce en ce sens. Nous devons insister, et élargir le rayon du débat et des connaissances.

Le facteur de déséquilibre est celui-là même qui permet l'avancée.

Dans le monde classique la coercition inséparable de tout travail matériel, avec ses conséquences allant jusqu'à l'esclavage, fut indispensable pour permettre le développement de formes de pensées que nous considérons comme précieuses ; de façon analogue, maintenant, l'omnipotence devorante de la relation entre science et marché, si elle crée et répand de la démesure et de la désorientation, est en revanche le moteur de toute la croissance économique et technologique. La contradiction est profonde et nous serre de près.

Nous ne pouvons pas prévoir les modèles de socialité et d'identité qui se construiront dans les nouveaux scénarios, ni les mouvements de leur dialectique – figures complètement impensables à partir de notre expérience actuelle. Mais nous pouvons imaginer qu'assez longtemps encore la politique et la démocratie seront des paradigmes irremplaçables pour déterminer les points de rencontre et d'équilibre entre pouvoir et raison.

[] = Il existe un courant rassemblant de plus en plus d'historiens qui souscrivent au constat de la Prospective comme quoi « le futur influence le passé » ; c'est-à-dire que ce que nous vivons amène à une relecture permanent du passé. Quand au passé, il n'a jamais influencé quelque futur que ce soit puisque le propre de l'Homme « c'est d'oublier ».*

DU CÔTÉ DES FUTURS POSSIBLES

suite

L'anticipation est au cœur des comportements humains. Tout comme il est impossible de ne pas décider ou de ne pas communiquer, il est impossible de ne pas anticiper. Mais cette anticipation ne s'exprime pas uniquement de façon rationnelle ; penser son futur, c'est également le ressentir, l'éprouver, agir en interaction avec les autres et avec son environnement. L'anticipation participe ainsi à la fois du cognitif, de l'émotionnel et du symbolique. La pensée et le sentiment, la raison et l'intuition, le conscient et l'inconscient, loin d'être des antagonistes, se partagent la tâche.

En analysant la manière dont les acteurs anticipent en milieu organisationnel, l'auteur nous offre l'opportunité de réinterpréter de nombreuses dynamiques comportementales, aussi bien individuelles que collectives, sous un angle nouveau et pertinent pour l'action.

Cette analyse des modes d'anticipation et de leurs impacts sur les dynamiques organisationnelles permet d'aboutir à une véritable gestion des anticipations pour laquelle l'auteur propose deux outils opérationnels destinés à favoriser l'engagement des acteurs dans les projets de l'organisation.

Philippe GABILLIET
Les conduites d'anticipation
L'Harmattan – 2008 – 180 pages

Quoi de neuf sous le soleil ?

A lire le livre de Ph.G, pas grand-chose.

On se demande ce qui peut bien motiver un éditeur à publier un livre qui n'apporte rien à ce qui est déjà connu, et ce depuis des décennies (March, Simon, Friedberg, Crozier, Arrow ...etc...), d'une manière générale ; et en Prospective, d'une manière particulière.

La longue première partie est consacrée à une (re)visitation des manières d'envisager l'avenir et l'anticipation. On renverra le lecteur sans hésitation vers l'ouvrage de Bernard Cazes « Les images du futur de Saint Augustin au 21e siècle », dont la NDL se trouve dans **FuturWest N°34**.

L'auteur propose effectivement deux outils. L'un s'appelle « La boussole d'anticipation » dont on trouve un schéma p.113, et une application pratique p. 116.

Entre les pages 122 et 124 on trouve un modèle de questionnaire. On reste pantois devant la banalité, les aspects très vagues, voire « tarte à la crème » des intitulés des questions. On ne voit vraiment pas comment bâtir des stratégies anticipatrices pertinentes et réellement opérationnelles avec ce type d'approche « bas de gamme ».

Le second outil s'appelle les « balises prospectives ». Bien que ce soit présenté comme nouveau, les praticiens de la Prospective depuis des décennies y retrouveront tout ce qui était déjà fondé dès les années 1960 !

On ne peut que conseiller au lecteur un autre livre autrement plus convaincant et d'une exigence opérationnelle très élevée – preuves à l'appui => Conduire une démarche de prospective territoriale – L'Harmattan 2009.

L'application « territoire » est excellemment transférable pour des « prospectives stratégiques d'entreprises » (Références sur www.futuroouest.com, où l'on trouvera également le « Manuel de Lorient »).

DU CÔTÉ DES FUTURS POSSIBLES

suite

L'être humain est le seul animal conscient de l'existence du futur. Les humains s'inquiètent et attendent, parce qu'ils savent que le futur existe, qu'il peut être meilleur, ou pire, et que cela dépend dans une certaine mesure d'eux. Ils le savent mais ne savent pas pour autant ce qu'il faudrait faire de ce savoir parce que penser au futur trouble la tranquillité du présent. Bien s'entendre avec son futur n'est pas chose facile. Nous craignons trop, ou nous espérons contre toute évidence ; nous ne parvenons pas à l'anticiper ou à le configurer comme nous pourrions le faire.

Il en va de même pour les sociétés. Elles aussi doivent développer cette capacité de percevoir au-delà du moment présent, et elles le font aussi avec plus ou moins de bonheur. Mais elles doivent inclure toujours davantage le futur dans leurs calculs. Pourtant, les tentatives pour dessiner le futur sont aujourd'hui bien rares. Le futur a de mauvais avocats et souffre d'une faiblesse chronique. Qui sont les ennemis du futur ? Ils semblent faire partie de ses plus fervents partisans, mais sont ceux qui procèdent à sa banalisation, qui promeuvent une accélération improductive, insensible aux coûts de la modernisation. S'il en est ainsi, il nous faut reformuler l'antagonisme qui, depuis l'époque moderne, a été pensé exclusivement dans le schéma opposant la gauche et la droite.

Daniel INNERARITY

Le futur et ses ennemis (De la confiscation de l'avenir à l'espérance politique) ***Climats/Flammarion – 2008 – 190 pages***

Ce qui est idéologiquement décisif, aujourd'hui, ce n'est pas de se définir en termes de mouvement ou d'immobilité, mais de se penser à partir d'une autre opposition, celle existant entre le mouvement vers le futur et le mouvement vers nulle part. Le futur ne se construit plus en luttant contre ceux qui défendent le passé, mais contre ceux qui, apparemment du même bord, défendent le futur de la mauvaise manière. Le progressisme est à chercher là où on active des processus permettant de configurer le futur inconnu, là où l'on gère de manière responsable l'incertitude.

Tout bien considéré, on peut se demander si la démocratie dans sa forme actuelle est en mesure de développer une conscience suffisante du futur, qui permette d'éviter les dangers éloignés dans le temps. La pensée et l'action à long terme, qui reposent sur une « prévision adéquate du futur », semblent entrer en contradiction avec les objectifs à court terme des individus consommateurs et avec la tactique politique tout entière orientée par le jeu des sondages.

L'anticipation est d'autant plus controversée que la volonté empirique des supposés bénéficiaires n'est jamais donnée en tant que telle, puisque aucune opinion publique ni aucune élection ne peut refléter l'avis des êtres futurs. Nous ne pouvons pas être certains de ce que voudront ceux qui viendront après nous et, pour cette raison, nous devons trouver des procédés pour laisser le futur à leur libre disposition.

L'hypothèque sur le futur est quelque chose qui doit être pris en compte, qui exige une perspective historique, une interrogation sur les relations temporelles, une nouvelle légitimation, un sens de l'indépendance, une appréciation de la continuité et de l'émergence des réalités. Cet élargissement de notre horizon temporel doit relever deux défis fondamentaux : il faut introduire des échéances plus longues et pondérer les droits des générations futures.

Ceci est contesté par Axel Gosseries dans *Penser la justice entre les générations* (Aubier 2004) quand il note qu'on ne peut pas être solidaires avec des générations futures qu'on ne connaîtra pas et qui prendront, éventuellement, des décisions contraires à nos valeurs actuelles.

DU CÔTÉ DES FUTURS POSSIBLES

suite

La modernité est une revendication du futur en tant que tel, c'est-à-dire configurable par l'Homme, ouvert et indéterminé, un domaine de potentialités, un espace vide qui attend d'être colonisé par notre désir, dessiné et configuré. L'exploration du futur n'est pas menée dans le but de décrire un destin inexorable, elle cherche à atteindre quelque chose. Le futur est une spéculation sur le possible, non la connaissance de ce qui va arriver nécessairement.

La certitude que d'autres époques pouvaient avoir au sujet du futur tenait simplement au fait que la probabilité que le futur soit en gros semblable au présent était beaucoup plus grande.

Pour l'innovation, au sens propre, il est nécessaire de recourir au procédé de l'abduction : à partir d'un ensemble de phénomènes sans relation apparente entre eux, on pose une nouvelle règle qui relie tous ces phénomènes d'une manière qui fait sens, c'est-à-dire de telle manière qu'ils puissent être entendus comme expression de cette règle. C'est seulement ainsi que la société peut connaître quelque chose de nouveau à propos d'elle-même.

Il y a de nombreux indices qui laissent penser que nous sommes passés de l'époque des révolutions politiques à celle des transformations techniques et culturelles, moins traumatisantes et moins spectaculaires, mais peut-être plus décisives. Le lieu de la révolution est maintenant occupé par les trends, qui doivent être canalisées et interprétées, ce qui est un travail très différent de l'herméneutique révolutionnaire classique.

Dans le domaine électoral, DI indique qu'il ne faut pas s'étonner du phénomène de l'abstentionnisme qui ne reflète pas tant le déclin des obligations civiques qu'une certaine rationalité des électeurs, qui expriment ainsi par leur désintérêt le fait que la politique a perdu toute signification par rapport au cours de l'Histoire. La crise actuelle de la politique n'est pas une crise associée à des moments de rupture et de décision, elle est le constat qu'il n'y a rien à décider, que les dynamiques sociales se sont émancipées face aux possibilités de configuration intentionnelle, en rejetant la politique du côté de l'insignifiant.

Si la distinction entre la droite et la gauche a toujours un sens, il apparaît qu'aujourd'hui les « progressistes », contrairement à ce qui était le cas dans la configuration classique-moderne, sont plutôt en faveur de la décélération, dans la mesure où ils sont partisans d'un contrôle politique de l'économie, de la délibération démocratique, de la protection de l'environnement et des particularités locales, tandis que les « conservateurs » poussent à l'accélération aux dépens de ce qui est authentiquement politique, dans la mesure où, par exemple, ils sont pour l'introduction rapide des nouvelles technologies, pour l'élimination des barrières gênant la libre circulation des global flows, pour le pouvoir du marché et pour les formes accélérées de décision.

Pour configurer la vie collective, il faut un certain cadre stable qui rende les processus sociaux compréhensibles et, jusqu'à un certain point, contrôlables, qui permette de formuler des préférences et des objectifs qui vont au-delà du moment présent. La planification doit être un système d'apprentissage réflexif capable de modifier ses propres conditions d'anticipation.

Une société démocratique ne met plus l'accent sur l'unité, elle légitime la divergence de ses membres et abandonne l'espoir de parvenir à une unanimité politique. Un consensus continu serait fatal pour la démocratie et marquerait la fin de la confrontation et des alternatives, c'est-à-dire la fin de la politique.

L'Etat post-héroïque n'a plus la chance d'avoir en face de lui une société qui, sans lui, tomberait dans l'Anarchie ou le chaos. L'Etat, en tant que couronnement d'un ordre hiérarchique nous paraît désormais étrange dans une société qui s'est libérée de la hiérarchie comme principe organisateur de sa complexité.

DU CÔTÉ DES FUTURS POSSIBLES

suite

La nostalgie des limites, de l'ordre et des contextes reconnus, est une constante anthropologique, une réaction instinctive face à la complexité et à la contingence.

Une société post-héroïque a besoin d'une politique qui s'exerce au-delà de l'alternative emphatique du pouvoir et de l'impuissance. Aussi bien dans le discours idéologiquement volontariste que dans le défaitisme néolibéral résonne l'écho des temps héroïques dans lesquels diriger signifiait commander absolument, où le pouvoir était une disposition souveraine, sans véritables interlocuteurs, sans aucun respect de la complexité sociale. Mais il y a bien encore une vie politique dans le pouvoir limité et dans l'impuissance bien gérée. L'échec de la politique célébrée par certains et regretté par d'autres, est une thèse qui ne peut être ni accréditée historiquement ni mesurée empiriquement. Il arrive souvent qu'on discrédite la politique parce que l'on tient au modèle d'une compétence inaltérable, comme si nous n'avions pas d'autres choix que de résoudre les questions sociales par un pouvoir souverain ou de les abandonner à leur sort.

En conclusion finale de son livre, D. Innerarity expose « *C'est la raison pour laquelle je défends un scepticisme plutôt optimiste, qui considère qu'il y a peu de choses certaines mais beaucoup de choses possibles. On pourrait parler, en ce sens, d'une espérance démocratique, ni naïve ni trop confiante, qui a fait suffisamment l'expérience de la déception pour ne pas se fier excessivement aux promesses, mais que cette expérience n'empêche pas d'aspirer au meilleur.* »

Le livre de Daniel INNERARITY présenté ici nous apparaît comme majeur dans la réflexion sur l'avenir de la démocratie. La seule réserve que l'on pourrait faire c'est qu'il semble néanmoins marqué par la position « méditerranéenne » de l'auteur et que, des incursions, autant en des Pays de Scandinavie qu'en Chine auraient été bienvenues.

Il rappelle aussi l'ouvrage de Bernard VINCENT « *Paul GOODMAN et la reconquête du présent* », publié en 1976 aux Editions du Seuil.

DU CÔTÉ DES FUTURS POSSIBLES

suite

« Imaginons un monde dans lequel les enfants rêvent de devenir maçons, les paparazzi traquent les boulangers, les œuvres d'art usagées traînent dans les décharges, les meilleurs collégiens s'orientent vers des lycées techniques, la naïveté des Juifs en affaires est légendaire et les consommateurs se méfient des produits naturels. Rien dans ce monde ne serait absurde. Mais ce n'est pas le nôtre. »

En cherchant à comprendre d'où viennent les préjugés qui encombrant nos discours sur la science et sur la technique, l'auteur s'interroge sur la place du travail et de l'écriture dans notre monde contemporain. Et il en arrive à cette surprenante découverte que ces préjugés ont peut-être une origine très lointaine

Gilles DOWEK

Ces préjugés qui nous encombrant
Le Pommier – 2009 – 120 pages

Les cultures européennes anciennes n'opposaient pas les choses aux mots, mais, dans le domaine des choses, le travail à l'action de faire la guerre et, dans le domaine des mots, l'écriture à la parole : le travail y était dévalorisé par rapport à l'action et l'écriture par rapport à la parole.

L'écriture trouve son origine non dans la fonction religieuse, mais dans la fonction productive. Et il n'est dès lors guère surprenant que les clercs européens aient longtemps continué, après l'invention de l'écriture, à préférer transmettre leur savoir oralement plutôt que d'utiliser une technique inventée par des comptables.

Les critiques que les idéologues du National-Socialisme adressaient aux formules mathématiques avaient, qu'ils le voulaient ou non, une portée beaucoup plus vaste et attaquaient, en fait, l'écriture elle-même. N'importe quel signe écrit qui désigne un objet est lui-même un objet qui représente l'objet désigné et qui, en détournant le regard de l'objet désigné vers le signe, le trahit. N'importe quel signe écrit a la stabilité millénaire requise pour « figer » l'objet représenté.

Ce sont donc de vieux préjugés à l'encontre de l'écriture qui réapparaissent derrière cette critique de « l'esprit dogmatique » et cette valorisation de « l'esprit pragmatique ». Le succès de ce discours s'explique non seulement par le fait qu'il s'appuie sur une vieille tradition hostile à la mathématisation de la Physique, mais aussi sur de vieux préjugés à l'encontre de l'écriture.

La rupture entre la science et la fonction productive a encore probablement contribué au développement d'autonomie de la technique par rapport à la science et à la naissance du mythe de l'ingénieur « homme de terrain » qui n'a que faire des beaux discours de la science. Dans un monde comme le nôtre, ce mythe, qui valorise l'action et dévalorise l'intellectualité, a toute sa place.

Le progrès technique a donc permis non seulement aux clercs et aux guerriers, mais aussi aux savants, aux philosophes, aux artistes, aux bourgeois et aux commerciaux d'être dispensés des tâches productives. Et ces groupes de plus en plus nombreux n'ont que mépris pour la technique à laquelle ils doivent cette exception.

Les préjugés à l'égard de la fonction productive s'expriment dans nos discours sur la « nature ». Il n'est pas inutile d'observer la dérive de ce mot.

Les « sciences de la nature » - la Physique, la Chimie, la Biologie ... - étudient tout autant les

DU CÔTÉ DES FUTURS POSSIBLES

suite

atomes d'hydrogène que les écureuils, les êtres humains, les arbres, les centrales nucléaires, les volcans Elles se distinguent de l'informatique et des mathématiques, lesquelles étudient des objets abstraits qui ne sont donc pas des objets de la nature, même s'ils peuvent avoir un lien avec certains d'entre eux.

Toutefois, le sens du mot « nature » a connu depuis deux siècles une dérive, si bien que dans de nombreuses occurrences aujourd'hui il désigne une nature amputée, à laquelle appartiennent les arbres, les écureuils, peut-être les volcans, mais certainement ni les atomes d'hydrogène, ni les hommes, ni les centrales nucléaires.

L'adjectif « biologique » a connu une dérive similaire.

Ainsi, les organismes génétiquement modifiés, produits de la recherche en Biologie, peuvent-ils être qualifiés de « biologiques ». Dans le vocabulaire commun, toutefois, cet adjectif a pris la signification exactement opposée, si bien que les aliments « biologiques » et l'agriculture « biologique » sont des aliments et une agriculture qui, précisément, n'utilisent pas les résultats de la recherche en Biologie. L'abréviation « Bio » a l'avantage de ne plus mentionner la notion de science, mais, encore une fois, un organisme génétiquement modifié est tout autant « Bio » - vivant – qu'un organisme qui ne l'est pas.

Sur les discours racistes plus ou moins subtilement formulés, Gilles Dowek constate que, malgré des variations notables qui mériteraient d'être analysées plus à fond, ces différents discours racistes ont un point commun : ils accusent les personnes étrangères – ou perçues comme telles – de ne pas adhérer à la hiérarchie qui place la fonction militaire au-dessus de la fonction productive. Et l'universalité de cette accusation montre peut-être que cette hiérarchie est plus importante à nos yeux que nous le pensons parfois.

« Du savant comme du poète, c'est la pensée désintéressée que l'on entend honorer ici. Qu'ici au moins ils ne soient pas considérés comme des frères ennemis. Car l'interrogation est la même qu'ils tiennent sur un même abîme, et seuls leurs modes d'investigation diffèrent. »

Extrait de l'allocution du poète Saint-John PERSE lors de la réception du Prix Nobel de littérature qui lui était remis à Stockholm, en 1960.

DU CÔTÉ DES FUTURS POSSIBLES

suite

Pourquoi entamer ce livre sur le « système Terre » par le climat ? Parce que le géologue a sans doute plus à apporter au climatologue que celui-ci n'en a encore conscience. Comment avons-nous abouti à la question du changement climatique ? Comme souvent en science par des chemins inattendus.

Sans remettre en cause la réalité du réchauffement « global » des 150 dernières années, on est encore loin d'avoir identifié avec assez de sûreté les moteurs des dysharmonies climatiques pour en prédire l'avenir.

Pour comprendre les évolutions capricieuses de l'atmosphère et des océans sur les longues échelles de temps, il faut aussi comprendre celle de la Terre solide. Partant explorer séismes et volcans, pour la plupart si bien expliqués par le ballet des plaques tectoniques, nous découvrirons les volcans de points chauds. Ces panaches issus des profondeurs de la Terre seront nos guides dans les voyages vers les intérieurs plus mystérieux de notre dynamique Planète, pour atteindre le noyau de fer liquide où se concocte le champ magnétique

Puis nous remonterons à la surface, mieux convaincus des liens profonds qui associent entre elles les évolutions parfois chaotiques des enveloppes si diverses de notre Planète.

Vincent COURTILLOT

Nouveau voyage au centre de la Terre

Odile Jacob – 2009 – 350 pages

Quel livre bien documenté !

On aimerait que tous les « scientifiques » qui veulent faire acte de vulgarisation de leur discipline aient le souci aussi poussé que celui de Vincent Courtillot dans la présentation pédagogique et iconographique du sujet exploré.

Au-delà des données et analyses fournies sur les compositions des couches successives du globe terrestre et les connaissances que cela amène sur son fonctionnement, l'intérêt majeur du livre de Vincent Courtillot réside dans les informations utiles à la compréhension du changement climatique actuel et futur, improprement appelé « réchauffement » climatique puisque, par constat, non seulement il fait légèrement plus froid dans certaines zones de la Planète, mais, de plus, la température moyenne globale a tendance ... à baisser, depuis le début de la première décennie du vingt-et-unième siècle.

Quant au Soleil

C'est bien le Soleil qui, directement et indirectement, parce qu'il est une étoile variable et que l'orbite de la Terre elle-même est variable, se fait l'agent essentiel des variations climatiques, et notamment des dernières glaciations. La composition chimique de l'atmosphère « suit » - même si la teneur en gaz carbonique peut à son tour modifier la température par un effet de « contre-réaction », elle n'en est pas l'agent causal initial. Au moins à l'échelle du millier au million d'années. A l'échelle des temps géologiques, c'est-à-dire des dizaines de millions d'années ou plus, la teneur de l'atmosphère en gaz carbonique semble en revanche bien être un déterminant du climat moyen.

N'oublions cependant pas que c'est au gaz carbonique « naturel », qui a considérablement varié à l'échelle des temps géologiques, que nous devons la température clémente de la Terre, la présence d'eau liquide ... et ainsi l'apparition de la vie.

DU CÔTÉ DES FUTURS POSSIBLES

suite

Si l'on s'intéresse aux variations de beaucoup plus long terme, un facteur déterminant se dégage, la tectonique des plaques (et la tectonique de manière plus générale). Un processus interne prendrait le relais d'un processus externe pour contrôler le climat.

Concernant les évolutions de champ magnétique terrestre, l'auteur mentionne des événements historiques ayant coïncidé avec des changements du champ magnétique, tout en restant prudent : il ne s'agit pas de dire que c'est le champ magnétique lui-même qui a provoqué ces crises historiques, mais de suggérer que les « jerks » sont peut-être au moins en partie responsables des changements climatiques (froid, sécheresse), eux-mêmes responsables de crise de l'environnement, de récoltes désastreuses, de mouvements de population Si cette hypothèse, hardie on en conviendra, devait être confirmée par des travaux ultérieurs, elle indiquerait que le champ magnétique interne de la Terre est capable d'effets climatiques régionaux ou globaux qui auraient laissé des traces dans l'Histoire de l'Humanité. Les « jerks archéomagnétiques » ne peuvent en effet qu'avoir une origine interne, due à la convection dans le noyau terrestre.

Des chercheurs (Scafetta & West) ont établi que les variations faibles du Soleil avaient un effet significatif sur le climat et qu'un mécanisme physique – encore inconnu – devait être à l'œuvre, bien qu'absent des modèles actuels.

Ils estiment à plus de 50 % la contribution au réchauffement observé depuis 1900.

De plus, les Physiciens du Soleil notent que la part ultraviolette (UV) de l'irradiance solaire varie au cours d'un cycle de 10 % (et non 0,1 % comme l'irradiance totale), et la part des ultraviolets extrêmes (EUV) ... de 100 % ! Il faut ajouter à cela le rayonnement corpusculaire.

Comment négliger a priori de telles variations de l'activité solaire et du vent solaire qu'il nous envoie en permanence ?

Le lecteur pourra continuer son parcours à travers les explications détaillées de la tectonique des plaques – rappelons qu'il y a encore quarante ans elle était réfutée ! -, du rôle de l'axe de la Terre et de l'écliptique, du refroidissement du noyau dû aux phénomènes de subduction, du couple gravitationnel Terre-Lune et autres ...etc...

Les travaux présentés montrent à l'évidence que l'accroissement de la température globale de la Terre est moins bien connu et sa signification moins bien comprises que les affirmations péremptives ne le laissent penser.

En fonction des connaissances acquises, Vincent Courtillot poursuit « Je ne suis pas sûr que nous puissions nous permettre d'affirmer qu'il y a un réchauffement global d'origine clairement anthropique dans les dernières décennies, au regard de ce que nous avons appris (tant bien que mal) au sujet des climats des deux derniers millénaires. ».

Mais combien de journalistes liront l'ouvrage présenté ici, au lieu de gober sans aucun sens critique ce que leur délivre l'IPCC ?

On incitera aussi le lecteur à lire l'Envoi de la revue **FuturWest N°33**, justement intitulé « *Climat : la grande erreur* ».

DU CÔTÉ DES FUTURS POSSIBLES

suite

Avec la fin du « siècle de l'automobile » et de « l'ère du pétrole », ce sont aussi la télévision, les industries de programme et les industries culturelles en général qui sont entraînées dans une crise profonde, subissant la désaffection d'une partie croissante de la population. L'ensemble du système consumériste s'avère aujourd'hui caduc.

Dès son origine, Ars Industrialis, a soutenu que le consumérisme constitue un processus auto-destructeur, soumettant les technologies d'information et de communication à l'hégémonie d'un marketing irresponsable et empêchant la formation d'un nouvel âge industriel. Car au cours de la dernière décennie, un autre modèle comportemental est apparu qui dépasse l'opposition de la production et de la consommation, dont le logiciel libre et les licences creative commons sont les matrices conceptuelles et historiques.

Ce nouveau modèle constitue la base d'une économie de la contribution. Il permet d'espérer qu'après la domination de la bêtise systémique à laquelle aura conduit le consumérisme, les technologies numériques seront mises au service d'une nouvelle intelligence collective et d'un nouveau commerce social – pour autant qu'émergent une volonté politique et une intelligence économique nouvelles, et que s'engage la lutte pour en finir avec la mécroissance.

Christian FAURE, Alain GIFFARD, Bernard STIEGLER
Pour en finir avec la mécroissance
Flammarion – 2009 – 310 pages

« Pour Ars Industrialis, le nouveau modèle est celui de l'économie de la contribution, issue de la valorisation raisonnée et systématique de ce qui est apparu alors même que s'annonçait la fin du modèle consumériste, à savoir une nouvelle réticulation sociale, rendue possible par les technologies numériques, où se constituent diverses externalités positives, et dans laquelle la figure du consommateur tombe en désuétude. »

Cette phrase résume bien la contradiction du livre : mais qui a inventé les technologies numériques, sinon le modèle critiqué (violemment) par les auteurs ?

L'ouvrage comporte trois parties.

1/ Du temps-carbone au temps-lumière (Bernard STIEGLER)

Celui qui passe quotidiennement quatre heures et demie devant la télévision aura vraisemblablement un modèle de fonctionnement cérébral fort dissemblable de celui qui lit quatre heures et demie, car des parties différentes du cerveau sont stimulées de manière répétitive.

Le milieu réticulaire et relationnel constitué par les réseaux numériques permet qu'apparaissent des comportements de contribution et non seulement de consommation parce qu'il est structurellement configuré comme un milieu associé : l'opposition entre production et consommation y est dépassée. On reste pantois devant cette affirmation non démontrée ! [NDL]

p.58, c'est quasiment de l'inculture. L'auteur confond l'automobilité – invariant anthropologique – avec son expression technique circonstancielle, la voiture à moteur thermique à hydrocarbure. Puis il affirme qu'on a assisté à une augmentation constante de la cylindrée des moteurs alors que c'est exactement l'inverse qui s'est produit depuis un siècle !

DU CÔTÉ DES FUTURS POSSIBLES

suite

Pour BS, nous manquons d'un projet politique et industriel constituant une alternative au modèle au modèle caduc d'un consumérisme devenu toxique, et qui saurait tirer parti économiquement aussi bien que politiquement du milieu associé que constitue la réticularité numérique

Dans la société réticulaire du temps-lumière, la politique des Collectivités Territoriales consistera de plus en plus à rendre possibles des agencements de réseaux relationnels territoriaux et dé-territorialisés que les milieux associés favorisent. De leur côté, les technologies culturelles créent aujourd'hui pour les Collectivités locales des obligations nouvelles, et en particulier celle de tirer parti du pouvoir de reterritorialisation qu'offrent ces technologies.

2/ Des lectures industrielles (Alain GIFFARD)

La lecture numérique existe-t-elle ? Autrement dit : l'activité qui pourrait être désignée comme lecture numérique constitue-t-elle véritablement une lecture ? Est-elle une forme de lecture spécifique ? Si la lecture numérique existe, peut-elle prendre la place de la lecture classique ? On pardonnera à AG de se tromper dans l'ouverture du Web grand public : ce fut en 1989 et pas en 1992. [NDL]

Finalement les industries de lecture ne visent pas seulement à transformer la lecture en acte de consommation. Là où d'autres n'envisagent que de préparer et de vendre du temps de cerveau disponible, elles enregistrent et vendent du temps de cerveau actif, rejoignant ainsi les visées du marketing neuronal par un bond dans le commerce de l'attention.

3/ Dataware et infrastructure du cloud computing (Christian FAURÉ)

On pardonnera à CF d'ignorer que le « Prix Nobel » d'économie n'existe pas. Mais il y a trop d'erreurs factuelles dans ce livre. [NDL]

Contrairement à l'écriture et même à l'édition qui pourtant nécessitait déjà des machines, le Web s'est inscrit presque immédiatement dans des logiques industrielles d'économies d'échelle nécessitant des infrastructures et des investissements importants. Les grands acteurs du Web, tels que Google, ont construit des infrastructures gigantesques. Rien que pour cette société on parle de plus de trente centres de données répartis dans le Monde et contenant plus de deux millions de serveurs [2008].

Nous avons déjà connu de telles périodes où l'investissement était tel qu'il a fallu que ce soit les Etats et la puissance publique qui les financent : le téléphone, l'électricité, les transports. A chacune de ces révolutions industrielles la puissance publique a joué son rôle d'acteur de premier rang dans le cadre d'une politique industrielle. Mais là, pour ces plates-formes Web, rien. De manière inédite, aussi bien les fonds publics que les politiques publiques sont restés inexistantes ou inaudibles. Pire peut-être, ces politiques se limitent à favoriser l'accès à l'Internet et à offrir des débits de connexion toujours plus importants ; mais pour quoi faire ?

Le livre refermé on se demande à qui peut s'adresser de tels écrits dont la plupart sont plutôt abscons et inabordable pour le citoyen lambda à qui il est censé s'adresser, car sans lui on voit mal comment les changements proposés pourraient voir le jour. Wait and see.....

Néanmoins => www.arsindustrialis.org

DU CÔTÉ DES FUTURS POSSIBLES

suite

Les questions sociales en France sont généralement abordées au seul prisme hexagonal. Un détour par les analyses anglo-saxonnes est riche d'enseignements et de surprises. Sur dix thèmes, une reprise de commentaires d'ouvrages parus dans la revue Sociétal permet un audacieux panorama.

Ce livre donne accès à des œuvres majeures de l'expertise anglo-saxonne actuelle, dont la plupart ne seront jamais traduites. Certains de ces livres, devenus des classiques, traitent de capital social, d'investissements pour la petite enfance ou de police de proximité. D'autres, aux thèses plus inhabituelles, plaident pour la réhabilitation du mariage, la libéralisation du port d'armes, le démantèlement du modèle social français ou encore la mise en place d'un revenu universel (sous condition de mettre fin à l'État-Providence).

Les comptes rendus critiques, remaniés et actualisés, sont complétés par des encadrés restituant les positions des Anglo-Saxons dans le contexte français. Tableaux de données récentes, graphiques et recensions complémentaires d'ouvrages complètent la mise à disposition d'informations et le traitement d'interrogations capitales.

Julien DAMON

Questions sociales : analyses anglo-saxonnes. Socialement incorrect ? **PUF – 2009 – 250 pages**

Les titres des dix chapitres indiquent le champ couvert :

- CH01 Modèle social. Accompagner le déclin ou démanteler le modèle ?
- CH02 Protection sociale. Assister les défavorisés ou responsabiliser la société ?
- CH03 Politiques familiales. Augmenter les prestations ou réhabiliter le mariage ?
- CH04 Enfance. Investir massivement ou éduquer traditionnellement ?
- CH05 Exclusion. Se concentrer sur les pauvres ou aider tout le monde ?
- CH06 Sans abri. Gérer les problèmes ou éradiquer le phénomène ?
- CH07 Insécurité. Etablir une police de proximité ou armer les citoyens ?
- CH08 Discrimination raciale. Intégrer universellement ou discriminer positivement ?
- CH09 Bien être. Accroître le PIB ou viser le bonheur ?
- CH10 Management. Etre diplômé ou savoir motiver ?

Extraits.

Les réformistes européens doivent refuser de se laisser enfermer dans le « socialement compatissant », et surtout dans l'équation « plus de marché = plus d'injustice ». C'est exactement le contraire. Les réformes promarché n'impliquent pas d'échanger plus d'efficacité contre moins de justice sociale. Bien au contraire, et c'est en ce sens qu'elles sont de gauche, elles réduisent les privilèges.

Déréglementation du secteur tertiaire, flexibilité du marché du travail, réformes des retraites, concurrence renforcée des Universités, assurent l'élimination des rentes, augmentent la productivité et récompensent le mérite au lieu de favoriser les inclus, offrant plus d'opportunités aux jeunes travailleurs.

Selon Ackerman et Alstott chaque jeune Américain (USA) devrait pouvoir être doté, le jour de ses 21 ans, de 80 000 \$. A lui de décider ce qu'il peut et doit en faire. Cette idée, en format réduit, s'est incarnée à travers le Child Trust Fund mis en place au Royaume-Uni à partir de 2002, mais aussi en Hongrie, à Singapour ou en Sud-Corée.

P. 45, le détail de fonctionnement du fond britannique est décrit.

DU CÔTÉ DES FUTURS POSSIBLES

suite

Quant aux propositions de promotion du mariage, il faut bien dire que c'est plutôt l'incertitude qui est de mise.

On ne sait trop si ces mesures peuvent avoir un impact sur la nuptialité et la pauvreté. Se marier ne transformerait pas les époux en citoyens plus instruits, trouvant plus aisément un emploi mieux rémunéré. Ce n'est pas en se mariant qu'on devient riche, bien portant et bienheureux. A lui seul, le mariage ne peut pas constituer une stratégie anti-pauvreté.

L'éducation devrait d'abord viser à enseigner aux élèves l'art de poser de bonnes questions plutôt que l'apprentissage des bonnes réponses. A côté de cet enseignement du scepticisme raisonné, l'éducation, pour résister à la vague montante de propagande technologique et politique, doit faire une large part à la sémantique pour mieux saisir les liens entre la réalité et la langue. L'école doit permettre de penser scientifiquement, c'est-à-dire rationnellement. Il serait important que les enfants soient éduqués à la technologie, c'est-à-dire non pas au maniement des outils informatiques et télématiques (ce à quoi ils sont rompus), mais à l'évaluation des effets psychologiques, sociaux et politiques des nouvelles technologies.

On retrouve là les propositions de Gosta ESPING – ANDERSEN

Voir NDL dans FuturWest N°27.

La grande question qui parcourt les contributions vis-à-vis des sans-abri, est de savoir si les institutions qui se sont créées et renforcées en faveur de ceux-ci font véritablement preuve d'efficacité. Une option pour le vérifier, et pour réformer les politiques publiques, est de se fixer -comme au Royaume-Uni – un objectif de résultat, consistant à éradiquer le phénomène plutôt qu'à en gérer les manifestations. Zéro SDF donc !

Pour répondre à la criminalité violente, certains soutiennent qu'il faut cesser de vouloir contrôler les armes à feu. D'autres vont même jusqu'à affirmer que plus les civils sont armés et moins le nombre de crimes est élevé. Selon d'autres, le fait d'empêcher les citoyens respectueux des Lois de porter des armes ne met pas fin à la violence. La limitation conduit principalement à rendre les victimes plus vulnérables aux agressions meurtrières.

Le capital social – que l'on peut résumer comme la densité des relations sociales – a une dimension individuelle et une dimension collective, une face privée et une face publique, des aspects positifs et des aspects négatifs. Dans la mesure où le capital social a des externalités (par exemple une baisse de la criminalité dans les quartiers où tout le monde se sent concerné par la sécurité de manière interdépendante) qui ont un impact sur la collectivité, on peut dire qu'il s'agit à la fois d'un bien privé et d'un bien public.

L'enjeu est donc de maximiser les conséquences positives du capital social – support mutuel, confiance, efficacité collective – et de minimiser ses manifestations négatives – sectarisme, ethnocentrisme, corruption.

DU CÔTÉ DES FUTURS POSSIBLES

suite

Il y a eu l'automne 2005 et les banlieues françaises en flammes. Il y a aujourd'hui la crise et un vent de révolte qui semble ne pas faiblir. Et entre-temps, la Guadeloupe, les émeutes de la faim, le Tibet, Athènes, l'Iran...

Ce livre vient mettre des mots sur des images de plus en plus fréquentes sur nos écrans, peu commentées et rarement mises en relation.

Le retour chronologique sur les quarante dernières années démontre la nouveauté et l'ampleur de ce phénomène qui s'impose chaque mois un peu plus dans le monde entier.

Il est temps de s'interroger sur le sens profond et peut-être commun de ces émeutes qui éclatent aux quatre coins de la planète, au sein de pays et de régimes politiques radicalement différents et selon des modes de protestation semblables. Lire attentivement ce que toutes ces explosions de colère nous disent de notre époque, de notre monde, de la globalisation et de la crise.

Alain BERTHO

Le temps des émeutes

Bayard – 2009 – 270 pages

L'émeute est une des facettes marquantes de notre époque et non une marge résiduelle de la modernité. Pourtant, les émeutes existent de longue date, de nombreuses études ont analysé les « émotions populaires » de l'Ancien régime et les événements plus récents. Mais tout se passe comme si l'affrontement civil s'installait dans le paysage.

Depuis le XIXe siècle, différentes séquences, qui toutes ont leur identité propre se sont succédé avec un intervalle d'un demi-siècle : 1848, 917, 1968. Mais on peut considérer que le « cycle politique » entamé au début du XIXe s'est achevé vers 1975. On est dans un nouveau cycle et rien n'indique aujourd'hui que l'accalmie soit prochaine. Ce cycle diffère des autres par sa grande illisibilité au regard des critères des séquences précédentes. Il s'en distingue également par le face à face de la jeunesse et de la Police, ainsi que par la mondialisation qui a émergé durant les années 1990 : les émeutes de Seattle en marge du congrès mondiale de l'OMC sont en quelque sorte l'acte de naissance du mouvement altermondialiste.

Les sujets, donnant naissance aux émeutes se diversifient (soulèvement antigouvernemental, émeutes d'après match (foot, hockey...) refus d'installation d'un aéroport, incurie de l'administration, vie chère, mort d'un jeune, etc.) et s'étendent au monde entier : entre 2004 et 2009, il y en a eu dans 70 pays, dont 50 rien qu'en 2005 ! Même la paisible ville danoise d'Aarhus en a connu !

Mais le sort médiatique des émeutes est variable : sont visibles celles que l'on peut inscrire dans un agenda politique institutionnel (exemple des émeutes de Lhassa précédant les JO de Pékin) ou que l'on peut cataloguer (émeutes « de la faim » émeutes de banlieue...). Mais les émeutes incatalogables sont passées sous silence : qui a entendu parler celles de Copenhague ou d'Anderlecht en 2008 ?

La racine officielle est dans ce que la politique ne voit pas, ne dit pas, refuse de nommer. C'est pourquoi il n'y a d'histoire officielle de l'émeute que lorsque le rapport de force s'inverse et que celle-ci devient fondatrice : les émeutes de mi-juillet 1789 à Paris deviennent « prise de la Bastille », celles de février 1848 gagnent également le statut de « Révolution de 1848 ».

Mais le plus souvent, il y a un refus d'entendre politiquement la prescription portée par les émeutiers, leur exigence de dignité, de justice et d'égalité. On cherche à donner à chaque événement un sens, une nécessité, une morale à la place qu'il occupe. Si on décide que les émeutes sont dues à la situation matérielle des quartiers et que la politique menée est la réponse consensuelle à cette situation, alors toute colère exprimant l'exigence d'autre chose est considérée comme intellectuellement

DU CÔTÉ DES FUTURS POSSIBLES

suite

indigente, moralement douteuse, politiquement condamnable. Les pauvres n'ont qu'à rester à leur place, en attendant que des gens compétents s'occupent de leur sort. Les discours de domination redoublent la stigmatisation des auteurs de révolte. Pourtant, les émeutes sont là pour exprimer que la vie de leurs auteurs est ailleurs que dans ce que donnent à jouer au quotidien l'État et ses institutions. Une fois clos, l'événement est désamorcé, puis « digéré » par une entreprise intellectuelle à laquelle participent les professionnels de l'information, des sciences sociales du discours d'État, afin de dénier tout caractère d'événement, toute singularité.

L'émeute a quelques chose d'irrationnel : durant quelques heures ou quelques jours, des hommes et des femmes, souvent jeunes, mettent en danger leur corps et leur liberté, en sachant qu'ils se seront pas les plus forts. Dans la situation de ségrégation, de faiblesse de l'action publique, l'émeute n'est pas une manifestation ultime d'un désespoir : « l'émeute est une fête », « les vacances de la cité », « le carnaval des quartiers tristes », « une construction collective qui transforme l'individu en participant d'une aventure collective ». « Seuls ceux qui regardaient la télé avaient peur, ceux qui étaient à leur fenêtre rigolaient ! ». La voiture en flammes n'est pas le signe d'une escalade, c'est le bouquet final à partir duquel les esprits se calment.

L'émeute n'est pas non plus un simple substitut à la lutte traditionnelle : dans le mouvement anti-CPE en 2006, les émeutiers s'en sont pris avec autant de force contre les étudiants manifestant que contre les forces de l'ordre : les étudiants se mobilisent contre leurs futures conditions de travail, tandis que les émeutiers luttent pour leur survie, tant réelle que symbolique. La transcription dans les médias a créé une dissociation entre deux jeunesses : les « bons » étudiants protestataires et les « casseurs », forcément venus des banlieues. La réalité est plus complexe et les manifestations de jeunes entraînent de plus en plus de violence avec les forces de l'ordre. Deux formes de lutte collective sont en concurrence : la mise en scène du rapport de force (manifestation, défilé) et le blocage (routes, voies ferrées, Postes...)

L'émeute dit « ce dont on ne peut parler ». Elle naît par exemple d'un silence des pouvoirs publics suite à la mort d'un jeune : on s'en prend au silence des politiques, des médias, au silence forcé des victimes. L'émeute est alors une révolte muette contre le silence.

La saturation d'images et informations dans les sociétés occidentales ne fait état que de façon stigmatisante de la vie et l'expérience des millions de femmes et hommes qui vivent dans les « quartiers difficiles ». Les ethnologues qui les relatent ne rencontrent qu'écoute distraite ou incompréhension, voire condescendance. Quand aux victimes de la stigmatisation, elles n'ont tout simplement par droit à la parole. Cette situation durable installe la conviction que toute tentative de dialogue est inutile, que la fin est inscrite d'avance dans la criminalisation des victimes transformées en menace.

Dans le cas présent, la difficulté pour le chercheur est l'observation directe des faits : les émeutes ne préviennent ni où ni quand elles vont apparaître ! D'autres protocoles que l'observation directe doivent être mis en place. Aujourd'hui, la source la plus homogène dont dispose le chercheur contemporain pour appréhender un phénomène mondial est l'internet. Des blogs ont « flambé » durant quelques semaines après les émeutes de 2005, avant de cesser définitivement. Puis Youtube et Dailymotion ont permis de franchir un pas considérable, en lien avec la possibilité de filmer avec un téléphone portable. Ils constituent une nouvelle étape du partage de l'image et de la production symbolique. Le net devient une dimension quasi naturelle de l'émeute. Aujourd'hui, Internet constitue une source privilégiée identifiable et homogène, à l'instar des archives de Police. C'est parfois la seule trace disponible d'un affrontement.

DU CÔTÉ DES FUTURS POSSIBLES

suite

Après avoir traité du caractère contemporain de l'émeute, l'auteur entame un « lexique de la colère », dont les principaux termes sont repris ici :

Le corps sans qualité et le contentieux policier

Aux trois générations de mépris vécu par le monde ouvrier venu d'autres continents s'ajoute aujourd'hui une génération entière de confrontation directe et brutale à une république qui ne veut pas compter tous les jeunes comme ses enfants. Le corps sans qualité est celui du défunt, jeune, mort dans la cité, qui ne reçoit qu'indifférence et absence de compassion de la part de la classe politique et du monde militant.

Aux défilés et badges des années 80 (en réaction aux morts de jeunes dans les quartiers) succèdent les émeutes dans les années 90... y compris quand les victimes braquaient une banque ou forçaient un barrage de la Police.

L'auteur met en évidence la réaction paradoxale de la République dans les quartiers : il y a injonction au silence sous couvert de l'égalitarisme et de la laïcité, mais la Police inscrit le racisme dans ses pratiques et violences quotidiennes. Les victimes d'une république qui trahit ses principes sont mises à l'index lorsqu'elles s'en plaignent et sont elles-mêmes incriminées d'ethnisme et de communautarisme.

La gestion policière de la ville, au faciès, crée de l'exaspération qui conduit ou aggrave la violence des émeutes. Le contrôle policier ou administratif reste territorialisé, il mélange les genres : contrôle de billets et de papiers sur les réseaux de transports (gare, bus...), souvent lieux d'émeutes. Les autobus se posent sans doute comme le moyen de transport en commun le plus discriminatoire, voire vexatoire. Transport cher, au contrôle aisé, il contourne parfois les quartiers réputés difficiles sans les desservir dès la fin de l'après-midi.

L'enjeu territorial

À la différence avec les barricades du XIXe dans les quartiers populaires, et qui le restaient, l'enjeu territorial direct aujourd'hui est le maintien d'une population contre une spéculation immobilière qui veut la chasser. Il y a une corrélation forte entre la localisation des émeutes et la localisation des premières conventions ANRU, qui amène à déplacer les populations les plus fragiles, sous couvert de rénovation urbaine qui se traduit par une hausse des loyers et une mise sur le marché d'une partie du foncier. La « déstigmatisation » d'un quartier (à l'aire de la rénovation urbaine) passe par une stigmatisation des habitants et de leurs conditions de vie avant l'ANRU. À cette violence symbolique succède une violence vitale: la mobilité imposée qui force les familles à quitter le quartier, les relations... Ce phénomène se retrouve dans d'autres pays : Chine, Maroc (programme pour « éradiquer les bidonvilles »), Algérie...

La rente ou la vie

« Émeutes de la faim » fut la dénomination des émeutes contre la vie chère en Afrique en 2006. Ce vocable néocolonialiste occidental redevient « émeutes contre la vie chère » une fois que le mouvement atteint les Antilles françaises et la Réunion en 2008. Ces émeutes apparaissent au plus fort des spéculations du capitalisme financier. Elles expriment la colère contre un dispositif de rentabilisation du capital, au final payé par les plus pauvres sur les produits vitaux. D'autres émeutes s'en sont prises (notamment en Colombie) aux établissements de crédit, « accapareurs » comparés à ceux qui, au XVIIIe, spéculaient sur le blé. Le mélange sans principe du public et du privé, de l'État et des affaires, recèlent les germes de violentes révoltes comme en ont récemment connue la Bulgarie, la Lettonie, Madagascar, la Lituanie et même... l'Islande !

DU CÔTÉ DES FUTURS POSSIBLES

suite

Enfin, la troisième partie de l'ouvrage traite de l'État sans politique :

Les processus électoraux ont depuis longtemps perdu leur fonction d'intégration politique populaire. La gouvernance vue non « d'en bas », mais « du dehors » voit l'État comme un organisme disjoint à forte tendance autiste. La bureaucratisation équivaut à une production sociale de l'indifférence qui rend possible, à un moindre coût politique et constitutionnel, l'usage d'une coercition à visage humaine et démocratique. « Les hommes politiques se croient des bergers, mais c'est les bergers d'eux-mêmes ».

On dénie à l'émeute tout caractère politique parce qu'on ne veut pas la reconnaître politique, car cette reconnaissance dérangerait un consensus dit « républicain ». Mais les émeutiers eux-mêmes refusent d'entrer dans le champ de la politique. L'émeute porte une prescription sans s'aventurer dans les mécanismes du pouvoir. Les émeutes grecques de décembre 2008 sont annoncées comme « le signe avant-coureur d'une insurrection » qui ne viendra car l'exercice du pouvoir ne fait pas partie des finalités des émeutiers.

L'émeute peut prendre le visage de la haine. Y compris contre « l'autre » (immigration confession...) L'angoisse identitaire des peuples dans la globalisation profite de la faiblesse de l'État pour se développer. L'agencement État, Nation, peuple et territoire est remis en cause par la globalisation contemporaine, face à laquelle l'État a alors besoin de se construire une stratégie identitaire pour se (re)légitimer. L'altérité est politisée. À défaut d'être « l'État pour tous, il devient « l'État des braves gens », ne considérant pas tous ses citoyens sur une même pied d'égalité. Cette « ethnicité » est même parfois légitimée par une ambition scientifique (études des « relations interculturelles »). Des diversités de pratiques culturelles ou d'origine sont présentées comme des clivages identitaires déterminants dans l'appartenance à la nation dite républicaine. La menace appelle une riposte. Une guerre (même silencieuse) se dessine alors. Les favellas de Rio sont l'exemple le plus frappant. De même, la défense des frontières contre l'immigration a surtout pour but de créer des différences à vocation antagoniste au cœur de la société. « L'identité, ça finit toujours mal ».

En France aussi se développe une militarisation de l'action publique et la déqualification symbolique d'une partie de la population. Suite aux émeutes de novembre 2007, c'est mise en place une gestion militaire des quartiers : drones survolant les quartiers, brigade spécialisée, modernisation des matériels, de l'entraînement. L'objet n'est pas la paix, mais la sécurité, en dotant la police de moyens militaires.

Réseaux et résonances

Les émeutes de 2005 en France ont eu un écho immédiat dans certains pays européens (Allemagne, Italie, Grèce, Espagne, Danemark, Belgique...). Écho, mais pas contagion, car celle-ci n'apparaît que lorsqu'il y a des militants d'organisation.

De même, l'imaginaire internet de l'émeute semble bien en partage, mais la diffusion des images n'est efficace que si elle est relayée par les grands médias (y c. ceux d'internet, tel Rue 89). La majorité des autres émeutes a une audience locale. Il n'y a pas d'espace mondial interconnecté des émeutes de la globalisation. Il y a des espaces locaux de subjectivité en partage, mais pas forcément en communication.

La conclusion est sans concession sur l'état de la politique dans le monde. À toutes les époques, un spectre hante le monde. Aujourd'hui, c'est celui de la jeunesse, menace qui mobilise toutes les forces policières et judiciaires par le monde.

Reprenant un texte de Victor Hugo qui relate les prémices du soulèvement de 1848, en indiquant que « la catastrophe est inévitable », l'auteur considère que nous sommes dans une situation proche de celle de 1848 et aujourd'hui, la catastrophe est globale. En perdant la représentation politique des classes sociales, on a perdu la République. Les contours de l'État que nous dessine l'émeute à travers le monde sont ceux d'un espace assiégé et autiste.

DU CÔTÉ DES FUTURS POSSIBLES suite

Dans un monde où domine le virtuel, il est surprenant que l'émeute, phénomène physique où le corps est mis en avant, ait une telle vigueur. Mais ce corps occupe également toute la palette répressive et sécuritaire : le biopouvoir corporel, parfois insidieux, parfois très brutal des États contemporains. En fait, la virtualisation du monde et l'assujettissement des corps vont de pair. C'est au biopouvoir que se mesure l'émeute.

Alain BERTHO ponctue son ouvrage de longues listes d'émeutes qui ont émaillé le monde durant les dernières décennies : il est étonnant de constater le nombre de ces événements qui ne nous sont pas inconnus. Le plan de son livre n'est pas plus limpide que les formules qu'il égraine pour construire son propos : « l'émeute est une fenêtre fugace sur un paysage subjectif illégitime, c'est-à-dire non reconnu par l'intellectualité du monde, qui s'appuie sur l'autorité savante objectiviste et historiciste ». Mais les démonstrations sont étayées et son argumentaire bat en brèche de nombreuses idées reçues.

<i>Kenneth POMERANZ</i>	<i>Une grande divergence (Europe, Chine ...)</i>	<i>Albin Michel</i>
<i>Claude MOUCHOT</i>	<i>Pour que l'économie retrouve la raison</i>	<i>Economica</i>
<i>Jean PHILIPPE</i>	<i>Les mots (maux ?) du mutualisme</i>	<i>Cairn</i>
<i>Pascal SALIN</i>	<i>Revenir au capitalisme (pour éviter les crises)</i>	<i>O. Jacob</i>
<i>Isabelle BRUNO</i>	<i>La grande mutation (néolibéralisme et éducation)</i>	<i>Syllepse</i>
<i>Hartmut ROSA</i>	<i>Accélération (Une critique sociale du temps)</i>	<i>Découverte</i>
<i>Surendra VERMA</i>	<i>Le petit livre des grandes idées scientifiques</i>	<i>Dunod</i>
<i>Stephen SMITH</i>	<i>Le nouveau monde franco - africain</i>	<i>Grasset</i>
<i>Cyril LEMIEUX</i>	<i>Le devoir et la grâce</i>	<i>Economica</i>
<i>Daniel HELLER</i>	<i>L'ennemi de tous (le pirate)</i>	<i>Seuil</i>
<i>Didier FASSIN</i>	<i>Les nouvelles frontières de la société française</i>	<i>Découverte</i>
<i>Lucien JAUME</i>	<i>Qu'est-ce que l'esprit européen ?</i>	<i>Flammarion</i>
<i>Thomas LÉPELTIER</i>	<i>Univers parallèles (cosmologie)</i>	<i>Seuil</i>
<i>Frédéric MARTEL</i>	<i>Mainstream (Economies multimedia)</i>	<i>Flammarion</i>
<i>Gérard CHALIAND</i>	<i>Le nouvel art de la guerre</i>	<i>Pocket</i>
<i>Dominique NORA</i>	<i>Les pionniers de l'or vert</i>	<i>Grasset</i>
<i>Jacques LESOURNE</i>	<i>La recherche et l'innovation en France</i>	<i>O. Jacob</i>
<i>Fareed ZAKARIA</i>	<i>L'avenir de la liberté, la démocratie illibérale ...</i>	<i>O. Jacob</i>
<i>Alain BOURDIN</i>	<i>L'urbanisme d'après crise</i>	<i>L'Aube</i>
<i>Joy SORMAN</i>	<i>L'invention de la jeunesse</i>	<i>Larousse</i>
<i>Pierre ODRU</i>	<i>Le stockage de l'énergie</i>	<i>Dunod</i>
<i>Jean LÉONETTI</i>	<i>Quand la science transformera l'humain</i>	<i>Plon</i>
<i>Michel HUG</i>	<i>Un siècle d'énergie nucléaire</i>	<i>Le Manuscrit</i>
<i>Bernardo SECCHI</i>	<i>La ville du 21e siècle</i>	<i>Recherches</i>
<i>Jacques ATTALI</i>	<i>Tous ruinés dans dix ans ...</i>	<i>Fayard</i>
<i>Jean-Marc FERRY</i>	<i>La république crépusculaire</i>	<i>Cerf</i>
<i>Christian SAINT-ETIENNE</i>	<i>La fin de l'Euro</i>	<i>Bourin</i>

<i>Michel HAU</i>	<i>Le chômage en Europe</i>	<i>Economica</i>
<i>Ghislain de MARSILY</i>	<i>L'eau, un trésor en partage</i>	<i>Dunod</i>
<i>Michel MICHEAU</i>	<i>Quarante ans d'urbanisme. Clés pour le présent.</i>	<i>L'Aube</i>
<i>Jean-Michel SEVERINO</i>	<i>Le temps de l'Afrique</i>	<i>O. Jacob</i>
<i>Dominique MÉDA</i>	<i>Travail : la révolution nécessaire</i>	<i>L'Aube</i>
<i>Jean-Louis ROCCA</i>	<i>Une sociologie de la Chine</i>	<i>Découverte</i>
<i>Philip KITCHER</i>	<i>Science, Vérité et Démocratie</i>	<i>PUF</i>
<i>Alain EHRENBERG</i>	<i>La société du malaise</i>	<i>O. Jacob</i>
<i>Eric FOYER</i>	<i>Il était une fois la bio-révolution</i>	<i>PUF</i>
<i>Jean-Claude KAUFMANN</i>	<i>Sex@mour</i>	<i>A. Colin</i>
<i>Nayan CHANDA</i>	<i>Au commencement était la mondialisation</i>	<i>CNRS</i>
<i>Olivier BOMSEL</i>	<i>L'économie immatérielle</i>	<i>Gallimard</i>
<i>Luis de MIRANDA</i>	<i>L'art d'être libre au temps des automates</i>	<i>Max Milo</i>
<i>Jacques THEYS</i>	<i>Développement durable, la seconde étape</i>	<i>L'Aube</i>
<i>Georges LEWI</i>	<i>Les défis du capitalisme coopératif</i>	<i>Pearson</i>
<i>Matilde ALONSO PEREZ</i>	<i>L'Amérique Latine face à son avenir</i>	<i>Ellipses</i>
<i>Anne MUXEL</i>	<i>Avoir 20 ans en politique (désenchantement)</i>	<i>Seuil</i>
<i>François HULBERT</i>	<i>Le pouvoir aux régions</i>	<i>L'Harmattan</i>
<i>Thierry PAQUOT</i>	<i>Les faiseurs de ville</i>	<i>Infolio</i>
<i>Ted STANGER</i>	<i>Une obsession française</i>	<i>Flammarion</i>
<i>Françoise GRI</i>	<i>Plaidoyer pour un emploi responsable</i>	<i>Stock</i>
<i>Serge MICHEL</i>	<i>Marche sur mes yeux (Iran de nos jours)</i>	<i>Grasset</i>
<i>Tim JACKSON</i>	<i>Prosperité sans croissance</i>	<i>De Boeck</i>
<i>Susan GEORGE</i>	<i>Leurs crises, nos solutions</i>	<i>A. Michel</i>
<i>Marie-Paule VIARD</i>	<i>Pourquoi il faut partager les revenus</i>	<i>Découverte</i>
<i>Valérie MIGNON</i>	<i>La macroéconomie après Keynes</i>	<i>Découverte</i>
<i>Denis BAYON</i>	<i>La décroissance</i>	<i>Découverte</i>

**BIBLIOGRAPHIE / WEB**
suite

<i>Isabelle SOMMIER</i>	<i>Penser les mouvements sociaux</i>	<i>Découverte</i>
<i>Ali LAIDI</i>	<i>Les États en guerre économique</i>	<i>Seuil</i>
<i>Marlène LERUELLE</i>	<i>Le nouveau nationalisme russe</i>	<i>L'œuvre</i>
<i>Sandra RIGOT</i>	<i>Les hedges funds</i>	<i>Perrin</i>
<i>Jean COTTRAUX</i>	<i>A chacun sa créativité</i>	<i>O. Jacob</i>

www.tinyurl.com/26dr3p4	<i>Cycle de vie des agrocarburants (Ademe)</i>
www.humantohuman.fr	<i>Surveiller son e-réputation</i>
www.euler.ac-versailles.fr	<i>ENT (Environnement Numérique de Travail)</i>
www.cred.be	<i>Centre de recherche sur l'épidémiologie des désastres</i>
www.banktrack.org	<i>La finance contre le climat</i>
www.santepourtoutes.org	<i>Santé des femmes dans les Pays émergents</i>
www.univ-mlv.fr	<i>Une chaire pour l'ESS (Economie Sociale & Solidaire)</i>
www.icc-ccs.org.uk	<i>Piracy and armed robbery report 2010</i>
www.image-cnes.fr	<i>Images spectaculaires de l'actualité spatial</i>
www.bretagnedecroissance.fr	<i>Comme son nom l'indique</i>
www.mouves.org	<i>Mouvement des entrepreneurs sociaux</i>

Conférences

- « *Territoires du Futur* » - Vitré – Jeudi 28 Octobre 2010 à 18h00 – Cinéma L'Aurore
Liam FAUCHARD (Fondateur de Futuroouest)
Pierre MEHAIGNERIE (sous réserve).
- « *Europe Sociale 2020* » - Lorient – Jeudi 09 Décembre 2010 – Lieu à déterminer
Gérard GUIGOURES – Juriste, Spécialiste en Droit Social.
- « *Pourquoi tombons-nous malade ?* » - Quimper – Vendredi 21 Janvier 2011 Le Chapeau Rouge
Jean-Pierre MUYARD – Médecin (approche globale des pathologies)
Organisée en partenariat avec « *La Liberté de l'Esprit* ».

Publications

- « *Conduire une démarche de prospective territoriale* »
Liam FAUCHARD & Philippe MOCELIN – L'Harmattan 2009
La version courte numérique « *Manuel de Lorient* » est accessible gratuitement
sur le site www.futuroouest.com
- « *Décroissance ou Démission ?* »
Le texte de recherche est disponible gratuitement sur le site www.futuroouest.com

Formations

- Initiation à La Démarche Prospective
Vendredi 01 Octobre 2010
Vendredi 26 Novembre 2010
- Séminaire de Prospective Appliquée
A déterminer au quatrième trimestre 2010